



PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Situation en 2019, estimations pour 2020 et perspectives pour 2021

Contenu

Contenu	ii
Liste des figures	iii
Liste des tableaux.....	iii
Listes des encadrés.....	iv
Acronymes et abréviations	v
Introduction	6
Chapitre 1 : vue d'ensemble de l'économie mondiale et de ses implications pour l'Afrique	8
1.1. Contexte mondial	8
1.2. Évolution récente et perspectives en Afrique	10
Chapitre 2 : Situation et perspectives socio-économiques et en Afrique de l'Ouest	14
2.1 Performances économiques	14
2.1.1 Croissance économique.....	14
2.1.2 Inflation.....	16
2.1.3 Finances publiques	18
2.1.4. Comptes extérieurs.....	22
2.1.5. Intégration régionale et commerciale.....	23
2.2. Performance Sociale	26
2.2.1.Pauvreté, développement humain et développement durable dans la région de la CEDEAO	26
2.2.1.1. Santé.....	28
2.2.1.2. Éducation.....	30
2.2.1.3. Employment.....	31
2.2.1.4. Inégalités.....	33
2.2.2.Dynamique de la population et développement durable.....	36
2.3. Sécurité, Gouvernance et prochaines élections en Afrique de l'Ouest	37
Chapitre 3 : Propositions de cadres opérationnels et recommandations de politiques pour la sous-région	40
3.1. La sous-région face aux effets négatifs de la pandémie	40
3.2. Recommandations de politiques	41
3.2.1. Les mesures de stimulation économique d'urgence.....	41
3.2.2 Mobilisation des ressources internes	42
3.2.3. Diversification économique.....	42
3.2.4. Exploitation du capital humain	43
3.2.5. Amélioration de la paix, de la sécurité et de la gouvernance.....	43
Références	44
Annexes	46
Encadré 1: Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).....	50

Liste des figures

Figure 1: Tendances récentes de la croissance économique dans le monde (%).....	10
Figure 2: Tendances récentes de la croissance économique en Afrique (%).....	11
Figure 3: Performances récentes et prévisions futures de la croissance du PIB dans les sous-régions africaines (%).....	12
Figure 4: Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO (%).....	14
Figure 5: Taux d'inflation des États membres de la CEDEAO, 2018-2021	17
Figure 6: Évolution des exportations de pétrole brut du Nigeria - 2016-19 (observé) et 2020 (prévu selon divers scénarios) – (milliards de dollars US).....	18
Figure 7: Solde budgétaire (% du PIB)	19
Figure 8: Ratios de la dette publique (% du PIB)	22
Figure 9: Déficit des comptes courants (% du PIB)	23
Figure 10: Répartition de la dimension de l'intégration régionale par pays	24
Figure 11: Situation de la pauvreté dans les pays d'Afrique de l'Ouest	27
Figure 12: Dépenses publiques en matière de santé (% des dépenses générales)	28
Figure 13: Nombre de médecins et de lits d'hôpitaux en Afrique de l'Ouest (pour 1 000 personnes) ...	29
Figure 14: Taux d'alphabétisation	31
Figure 15: Parts des emplois vulnérables dans les États membres de la CEDEAO	32
Figure 16: Corrélation entre le taux d'emploi vulnérable dans les pays de la CEDEAO et la proportion de travailleurs dont le niveau d'éducation est inférieur au niveau primaire.....	33
Figure 17: Score de la participation des femmes au marché du travail dans la CEDEAO.....	35

Figures en annexe :

Figure A1 : Dette extérieure publique (% du PIB) des pays Ouest africains	35
Figure A2 : Exportations de marchandises de l'Afrique et par destination	35
Figure A3 : Prix des produits de base et indices des principales exportations africaines, du 21 décembre 2019 au 30 mars 2020	36
Figure A4 : Progrès vers la réalisation de l'objectif "Éliminer la pauvreté" (ODD 1) d'ici 2030	36
Figure A5 : Couverture des programmes d'assurance sociale (% de la population)	36
Figure A6 : Taux bruts de scolarisation pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	37
Figure A7 : Éducation : état des infrastructures de base	37
Figure A8 : Dépenses publiques pour l'éducation (en % des dépenses publiques totales).....	37
Figure A9 : Indices de parité entre les sexes pour la scolarisation brute aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire dans les pays de la CEDEAO	37
Figure A10 : Évolution prévue des exportations intra-africaines par principaux secteurs - 2040 (milliards de dollars US).....	39

Liste des tableaux

Tableau 1: Nombre de pays de la CEDEAO qui ont rempli les critères de convergence.....	25
Tableau A1 : Flux commerciaux de la CEDEAO (en milliers de dollars US et en %)	35
Tableau A2 : Indice Mo Ibrahim de la gouvernance, 2018.....	38
Tableau A3 : Indice global de compétitivité des économies de la CEDEAO en 2019.....	38

Tableau A4 : Indice d'inégalité de genre (IIG), 2018.....	38
---	----

Listes des encadrés

Encadré 1: Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).....	33
---	----

Acronymes et abréviations

ZLECAf	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine
BAD	Banque africaine de développement
UMA	Union du Maghreb arabe
IIRA	Indice d'Intégration Régionale en Afrique
TECT	Tarif Extérieur Commun
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEA/BSR-AO	Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest pour la CEA
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
IDE	Investissement direct étranger
ISDH	Indice sexospécifique de développement humain
PIB	Produit intérieur brut
IIG	Indice d'inégalité de genre
IDH	Indice de développement humain
PPTÉ	Pays pauvres très endettés
IGAD	Autorité intergouvernementale sur le développement
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
APD	Aide publique au développement
CER	Communauté économique régionale
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
ODD	Objectifs de développement durable
DAESNU	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ZMOA	Zone monétaire Ouest Africaine

Introduction

Les perspectives de croissance mondiale se sont dégradées avec l'apparition du coronavirus COVID-19 en Chine au début de l'année 2020 et sa propagation au monde entier, amenant l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à le déclarer comme une pandémie mondiale au cours de la première moitié du mois de mars 2020.

Au 1er novembre 2020, 46 500 057 cas confirmés de COVID-19 et 1 200 310 décès ont été enregistrés dans le monde, dont 1 795 781 cas et 43 175 décès en Afrique. L'Afrique de l'Ouest a enregistré 190 680 cas (10,6 % des cas africains) et 2 771 décès¹. Le taux moyen de mortalité pour l'Afrique de l'Ouest au 1er novembre 2020 est de 1,5 %, contre 2,4 % pour la région Afrique et 2,6 % au niveau mondial².

En raison de la pandémie, l'économie mondiale devrait se contracter fortement de 3,2 % en 2020³, ce qui est bien pire que lors de la crise financière de 2008-2009. Au niveau régional, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 passera de 3,2 % (estimation faite avant la pandémie) à 1,8 %. Au niveau sous-régional, l'économie ouest-africaine devrait se contracter de 4,6 points de pourcentage en 2020 par rapport à son niveau de 2019, pour atteindre un taux négatif de -1,3 %⁴. Cette situation est largement due aux liens économiques étroits de la région avec les marchés extérieurs, notamment par le biais de ses activités dans le secteur des matières premières et des services. Dans l'ensemble, la pandémie devrait sérieusement entraver les perspectives de croissance de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que du continent dans son ensemble.

Dans l'ensemble, la pandémie de coronavirus pourrait sérieusement entraver les perspectives de croissance de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que celles du continent dans son ensemble. En outre, elle pourrait créer des conséquences négatives pour le secteur social, avec des répercussions sur les systèmes sociaux faibles de nombreux pays de la sous-région.

Le présent rapport analyse la situation socio-économique de la sous-région ouest-africaine en 2019, les estimations pour 2020 et les perspectives pour 2021 afin d'éclairer les actions immédiates et à long terme des États membres. Ce faisant, il analyse l'impact de la pandémie sur les secteurs socio-économiques de la sous-région ainsi que les problèmes structurels à long terme, notamment les taux élevés de la mortalité, de la pauvreté et des inégalités, les taux élevés du chômage et des emplois vulnérables, les faibles taux d'accès à l'éducation et aux services de santé, les structures économiques peu diversifiées, le risque d'une crise de la dette et les problèmes d'insécurité qui entravent le développement socio-économique de la sous-région. Le rapport définit également la combinaison appropriée de mesures et d'actions pour répondre à la pandémie aux niveaux national et sous-régional, ainsi que les mesures politiques à court, moyen

¹ <https://ncov2019.live/data/africa>.

² BAD (2020), Flash hebdomadaire de données sur le Covid-19 en Afrique, à partir du 1er novembre 2020

³FMI, (2020). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente.

⁴ Idem

et long termes pour atténuer les défis structurels et renforcer le développement économique durable en Afrique de l'Ouest.

Le présent rapport adopte une approche méthodologique concernant le contexte de l'Afrique de l'Ouest, en s'appuyant sur une analyse factuelle stylisée des données provenant de plateformes nationales et sous-régionales. Le reste du rapport s'articule en 3 parties : (1) la vue d'ensemble de l'économie mondiale et de ses implications pour l'Afrique ; (2) la situation et les perspectives économiques et sociales en Afrique de l'Ouest ; et (3) le Cadre politique et les recommandations pour la sous-région.

Chapitre 1 : vue d'ensemble de l'économie mondiale et de ses implications pour l'Afrique

1.1. Contexte mondial

1. L'impact négatif de la COVID-19 a renforcé la tendance baissière du commerce mondial, de la production industrielle et de l'activité manufacturière mondiale. En effet, en 2019, la croissance mondiale a ralenti pour atteindre 2,6 %, son niveau le plus bas depuis dix ans. La croissance annuelle a enregistré un recul dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique. En 2019, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a diminué dans près des deux tiers des pays du monde par rapport à 2018. La dynamique de croissance dans les pays développés s'est considérablement ralentie depuis la mi-2018 (1,7 % en 2019 contre 2,2 % en 2018). Un ralentissement de la croissance du PIB a également été observé dans les pays en développement (3,4 % en 2019 contre 4,2 % en 2018) et les économies en transition (1,9 % en 2019 contre 2,7 % en 2018)⁵. Cette décélération de la croissance en 2019 a été soutenue par un ralentissement de la production industrielle, un affaiblissement du commerce international reflétant en partie les différends commerciaux entre les États-Unis d'Amérique et la Chine et une détérioration du climat économique et des indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises, dans un contexte de forte incertitude quant à l'environnement politique international. Au niveau régional, la croissance soutenue a été appuyée par une augmentation modérée des prix des matières premières, en particulier le prix du pétrole, les investissements soutenus dans les infrastructures et par une forte consommation privée.
2. La pandémie de COVID-19 a entravé d'autant plus la croissance économique mondiale, qui pourrait diminuer fortement de -3,2 % en 2020 (figure 1). Elle devrait ensuite croître de 4,2 % en 2021, un taux bien supérieur à la tendance traduisant la normalisation de l'activité économique qui avait atteint des niveaux très faibles⁶. Ce scénario part de l'hypothèse que les mesures politiques en cours ralentiront la propagation de la maladie avant la fin du deuxième trimestre et permettront de rétablir la demande mondiale, ce qui entraînerait une reprise des activités économiques mondiales à partir du troisième trimestre. Un scénario plus optimiste supposant un assouplissement complet des restrictions avant la fin du deuxième trimestre qui entraînerait une reprise de la demande mondiale au cours du second semestre 2020 conduisant à une contraction plus faible de 1,4 % de la production mondiale en 2020 et à un rebond plus robuste de 6,1 % en 2021. Dans le pire des cas, les grandes économies seraient confrontées à une deuxième vague de la pandémie, ce qui entraînera la prolongation des mesures de verrouillage et l'application de restrictions jusqu'au début de 2021. Selon ces hypothèses, l'économie mondiale plongerait fortement de 4,9 % en 2020, suivie d'une légère croissance de 0,5 % en 2021.
3. La pandémie perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales et le commerce international.

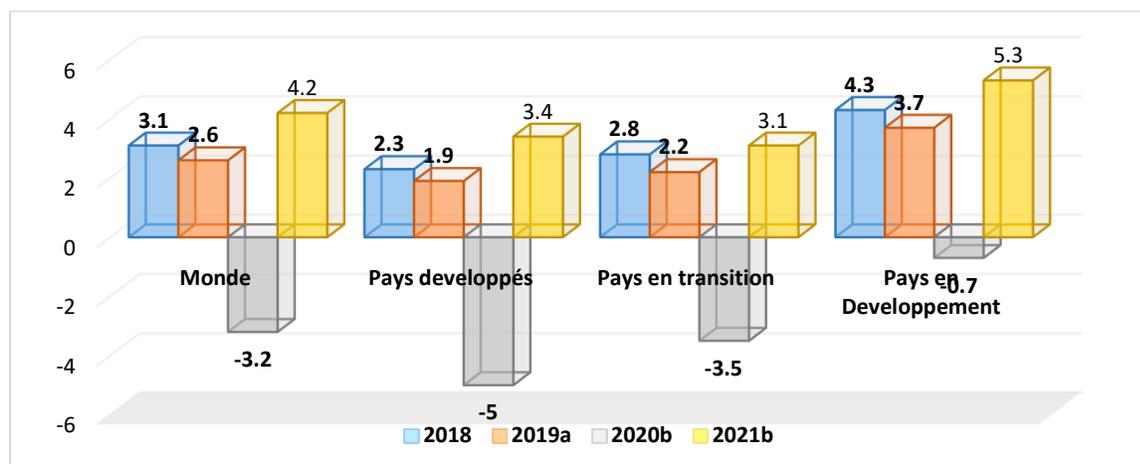
⁵ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU)

⁶ Ce paragraphe est basé sur les statistiques du DAESNU (2020), op. cit.

La propagation exponentielle du virus et les incertitudes qui en découlent, notamment en ce qui concerne l'impact économique global de la pandémie et l'efficacité des mesures politiques, ont ébranlé les marchés financiers mondiaux. Il en résulte une forte volatilité des marchés financiers dépassant le pic de la crise financière mondiale de 2008-2009, et une forte baisse des prix des actifs et du pétrole, qui tombent à leur plus bas niveau depuis des années.

4. L'agitation des marchés financiers affecte l'économie dans son ensemble, principalement par le biais des investissements et du crédit. La chute des cours boursiers augmente les ratios d'endettement des entreprises surendettées, réduisant ainsi leurs chances d'accéder à de nouveaux financements tout en augmentant leurs probabilités de défaillance et de faillite. L'intensification des pressions de désendettement dues au resserrement du crédit accentue le ralentissement des activités économiques et aggrave davantage les conditions de crédit et de financement. En outre, l'augmentation des taux de défaillance des crédits à la consommation et des prêts aux entreprises entraînerait une détérioration des bilans bancaires conduisant à l'aggravation des conditions de crédit et à l'accroissement de la fragilité des systèmes bancaires.
5. Les secteurs des services- par exemple les loisirs, les transports et l'aviation, ainsi que le commerce de détail-sont durement touchés par les restrictions à la circulation des personnes et les fermetures de frontières. Il est probable que cela entraîne une hausse importante du chômage qui transformera le choc de l'offre en un choc plus large de la demande au niveau de l'économie mondiale.
6. La croissance devrait être de -5 % en 2020 dans les pays développés qui sont les plus touchés par les fermetures et les restrictions à la mobilité⁷. Toutefois, grâce aux mesures de soutien adoptées, la croissance devrait rebondir à 3,4 % en 2021 pour les pays développés. Pour ce qui est du groupe des économies en transition, la croissance devrait se contracter de 3,5 % en 2020 avant de rebondir à un taux positif de 3,1 % en 2021. Dans les pays en développement, on s'attend également à une chute de la croissance en 2020 (-0,7 %) avant une reprise en 2021, qui devrait atteindre 5,3 % (figure 1).

⁷ Les données de ce paragraphe sont tirées du DAESNU (2020) op. cit.

Figure 1 : Tendances récentes de la croissance économique mondiale et prévisions (%)

Source : DAESNU (2020)

Note : (a) partiellement estimé (b) Projection

1.2 Évolution récente et perspectives en Afrique

7. L'Afrique a enregistré une croissance économique de 2,9 % en 2019 contre 3,2 % en 2018. Toutefois, la décennie s'est achevée sur une croissance moyenne du PIB par habitant de seulement 0,5 %, soit un à niveau bien inférieur à la croissance moyenne de la décennie précédente et à peine supérieur aux taux de croissance moyens des années 80 et 90⁸. La région est donc confrontée à des difficultés pour s'engager sur la voie d'une croissance robuste et soutenue.
8. L'Afrique de l'Est reste la sous-région qui connaît la croissance la plus rapide, soutenue par une demande intérieure vigoureuse et des investissements publics dans les infrastructures. Toutefois, on estime que la croissance dans cette sous-région devrait légèrement diminuer en 2019, passant de 6,3 à 6 %⁹. La demande intérieure a également soutenu la croissance du PIB en Afrique de l'Ouest, estimée à 3,5 % en 2019 contre 3,3 % en 2018. La croissance du PIB en Afrique du Nord est estimée à 3,4 % en 2019 contre 2,6 % en 2018. La situation économique en Afrique centrale est difficile, car la reprise après l'effondrement des prix du pétrole en 2014/2015 reste fragile en raison de l'instabilité de la sécurité dans certains pays. La croissance du PIB s'est élevée à 1,6 % en 2018 et est estimée à 2,7 % pour 2019, soutenue par l'augmentation de la production pétrolière dans plusieurs économies. La situation économique de l'Afrique australe devrait se détériorer en 2019, passant de 0,9 % en 2018 à 0,3 %, avec la stagnation de plusieurs économies ou leur récession en raison de la faiblesse des investissements, des pénuries d'énergie, d'un taux de

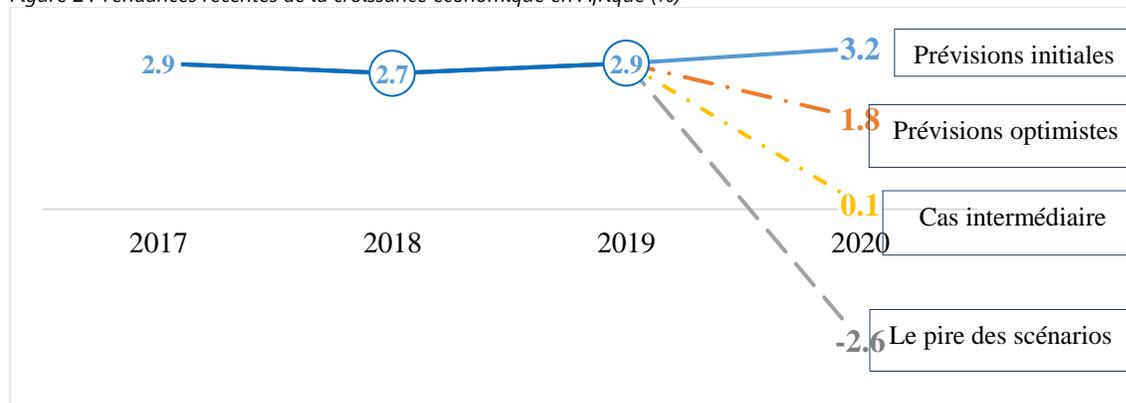
⁸DAESUN (2020). Situation et perspectives de l'économie mondiale à partir de mi-2020. DAES, 2020.

⁹ Idem

chômage élevé et de conditions climatiques catastrophiques.

9. L'épidémie de COVID-19 représente un risque sérieux pour la situation macroéconomique des pays africains. Une étude de la CEA a estimé que dans le meilleur des cas, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 diminuera de 1,4 point de pourcentage, passant de 3,2 %, estimés avant la pandémie, à 1,8 % (fig. 2)¹⁰. Cela équivaut à une perte de croissance du PIB de 29 milliards de dollars en 2020. Dans le pire des cas, l'économie africaine se contractera jusqu'à 2,6 % en 2020, ce qui équivaut à une perte de croissance du PIB de 120 milliards de dollars US

Figure 2 : Tendances récentes de la croissance économique en Afrique (%)



Source : Estimations de la CEA, 2020

10. La COVID-19 représente un obstacle important à la croissance en Afrique, principalement par le biais de 3 canaux. Sur le plan intérieur, le choc sanitaire aura un impact sur l'activité économique. Outre l'augmentation des coûts humanitaires, les politiques de stricte distanciation sociale, de verrouillage national et de fermeture des lieux de travail peuvent entraîner des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la production et avoir des effets dévastateurs sur les ménages vulnérables ayant un accès limité aux dispositifs de sécurité sociale. Par exemple, la CEA a estimé qu'un mois de fermeture totale en Afrique coûterait environ 2,5 % de son PIB annuel au continent (soit 65 milliards de dollars par an)¹¹.
11. La région est également confrontée à des chocs extérieurs, notamment la crise commerciale et financière. En ce qui concerne le commerce, un fort ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux réduit la demande extérieure, tandis que les perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement diminuent la disponibilité des biens importés. 51 % des exportations de l'Afrique sont destinées à des pays fortement touchés par la Covid-19, tandis que 53 % de ses importations proviennent de ces mêmes pays. En outre, la chute des prix des produits de base a entraîné une baisse des recettes d'exportation, ce qui a eu d'importantes répercussions sur la fiscalité et les taux de change de nombreuses économies africaines et pesé sur leur croissance. Le prix du pétrole brut, qui représentait 7,4 % du PIB de l'Afrique entre 2016

¹⁰Les données de ce paragraphe proviennent de la CEA (2020a).

¹¹CEA (2020). "COVID-19 : Stratégies de déconfinement pour l'Afrique ", Commission économique pour l'Afrique, CEA, 2020.

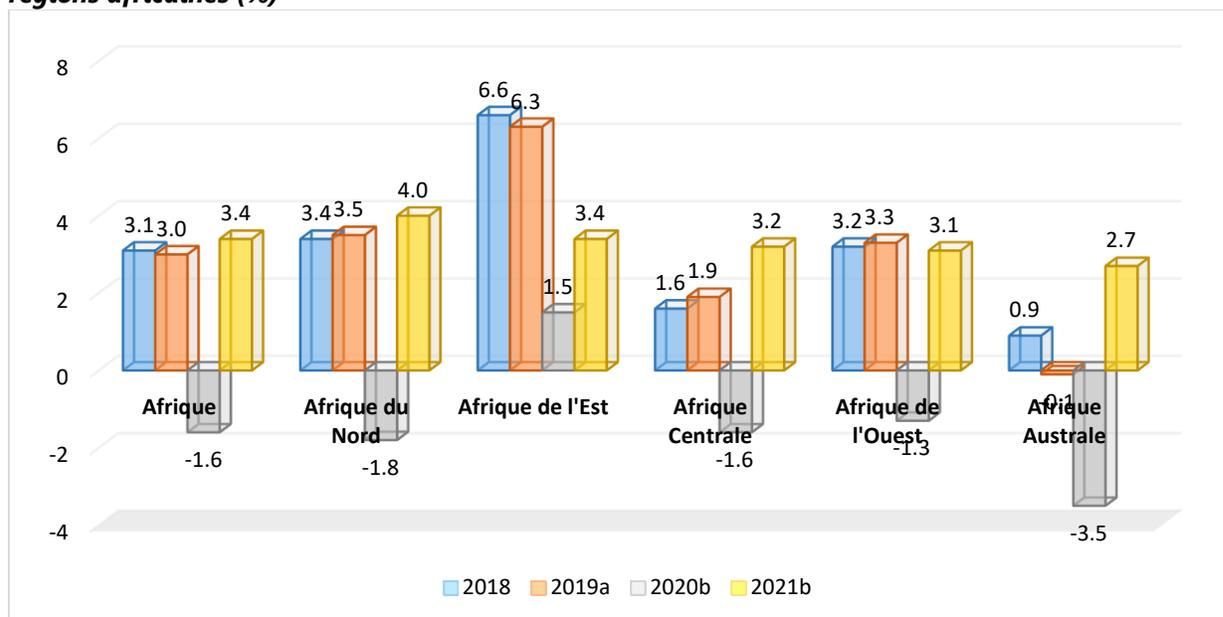
et 2018, est d'environ 50 % inférieur au prix moyen du WTI aujourd'hui, ce qui exerce une pression sur les devises, les recettes publiques et la demande intérieure. En outre, l'effondrement du marché financier mondial réduit les flux des investissements vers le continent.

12. Les flux de l'IDE vers le continent devraient se contracter de 25 à 40 % selon les prévisions de croissance du PIB ainsi qu'une série de facteurs spécifiques aux investissements¹². Les flux d'envois de fonds peuvent également diminuer en raison du ralentissement de la croissance mondiale, ce qui réduirait le revenu disponible et augmenterait les pressions extérieures. Par exemple, une étude de la CEA a prévu que les envois de fonds vers l'Afrique diminueront de 21 % en 2020. Cela pourrait signifier que les personnes qui dépendent de cet argent recevront 110 milliards de dollars de moins (CEA, 2020)¹³. La baisse des flux d'investissements directs étrangers (IDE) ainsi que celle de l'aide publique au développement (APD) pourraient entraîner une dépréciation des monnaies nationales des pays africains, obligeant les autorités monétaires à relever leurs taux, ce qui pèserait encore plus sur l'accès au crédit et aux investissements privés nationaux. En attendant, la baisse des prix du pétrole et des taux de croissance devrait atténuer les pressions inflationnistes, créant ainsi une marge de manœuvre pour assouplir la politique monétaire afin de soutenir l'activité économique.
13. Au niveau sous-régional, l'Afrique australe devrait enregistrer sa plus forte baisse de croissance en 2020, soit 3,5 % contre moins de 2 % pour les autres sous-régions (respectivement -1,8, -1,6 et -1,3 % pour l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest). L'Afrique de l'Est devrait enregistrer une croissance positive de 1,5 % en 2020. Néanmoins, en termes de variation en pourcentage, l'Afrique du Nord devrait enregistrer la plus forte variation de croissance de son PIB avec 5,3 points. Elle est suivie par l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique australe avec respectivement 4,8, 4,6, 3,5 et 3,4 points de pourcentage du PIB en un an. En supposant que les mesures mondiales d'aide auront un impact positif conduisant à une reprise de la croissance mondiale, la croissance des pays africains reprendra en 2021 pour toutes les sous-régions (projeté à 4,0 ; 3,4 ; 3,2 ; 3,1 et 2,7 % pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique Centrale et l'Afrique Australe respectivement) (fig. 3).

¹²CNUCED (2020). Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 - La production internationale à l'issue de la pandémie (UNCTAD/WIR/2020),

¹³ CEA (2020) "COVID-19 Envois de fonds : Sauver des vies et l'économie". ONE_UNECA, août 2020, à paraître.

Figure 3 : Performances récentes et prévisions futures de la croissance du PIB dans les sous-régions africaines (%)



Source: DAESNU (2020)

Note: ^a Partiellement estimé; ^b Prévisions

Chapitre 2 : Situation et perspectives socio-économiques et en Afrique de l'Ouest

2.1 Performances économiques

14. Ce chapitre analyse les principaux indicateurs économiques de la performance de la sous-région, à savoir la croissance économique, l'inflation, les finances publiques, le secteur extérieur et les progrès de l'intégration régionale.

2.1.1 Croissance économique

15. En 2019, la CEDEAO représentait environ un quart du PIB de l'Afrique. La croissance économique de la région a été estimée à 3,6 %, contre 3,4 % en 2018¹⁴. Cette croissance a été alimentée par la hausse des prix et de la production du pétrole au Nigeria, une consommation privée vigoureuse et des dépenses publiques soutenues au Ghana, et par le dynamisme des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).
16. Le Nigeria représente près de 70 % du PIB de la sous-région. On estime que la croissance au Nigeria s'est accrue, passant de 1,9 % en 2018 à 2,2 % en 2019, grâce à une hausse tendancielle de la production pétrolière et à l'amélioration de la confiance du secteur privé. Alors que l'on prévoit une légère baisse de la croissance économique au Ghana en 2019, celle-ci restera néanmoins forte, estimée à 6,1 % (contre 6,3 % en 2018)¹⁵, soutenue par les secteurs de l'agriculture et des services, la consommation privée et les investissements publics. En Côte d'Ivoire, la croissance du PIB devrait rester robuste, à 6,9 % en 2019 contre 6,8 % en 2018, en raison de la baisse de la demande extérieure et de l'impact négatif de la volatilité des prix des matières premières sur la production industrielle. La croissance est également estimée à plus de 6 % au Bénin et en Gambie et à environ 5 % ou plus au Burkina Faso, à Cabo Verde, en Guinée, au Mali, au Niger, au Sénégal et en Sierra Leone en 2019. Le Liberia devrait enregistrer une croissance négative de 2,5 % en 2019. Le pays reste confronté à la difficulté de rétablir la quasi-totalité de ses secteurs à leur niveau d'avant le virus Ebola, lorsque l'économie connaissait une croissance estimée à 8,1 % et une inflation moyenne de 7,6 %¹⁶ (figure 4).
17. En raison de la baisse du prix des matières premières qui constituent les principaux produits de base de la sous-région, une diminution significative de la valeur des exportations est attendue. Le Nigeria sera gravement touché par la baisse significative du prix mondial du pétrole, car les combustibles représentent 94 % des exportations totales du pays. La COVID-19 pourrait réduire les exportations

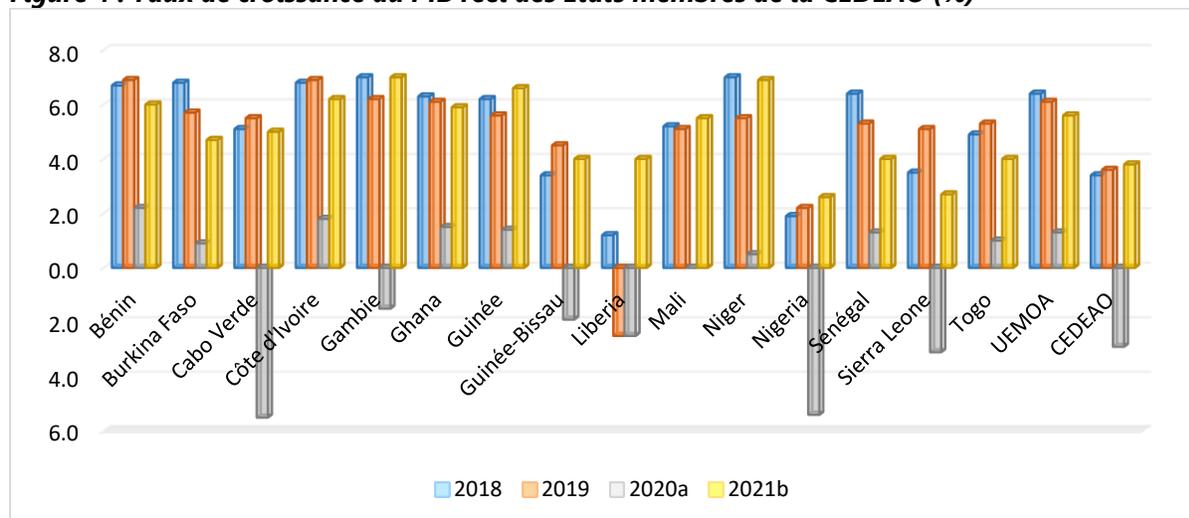
¹⁴FMI, (2020). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente.

¹⁵Idem

¹⁶ Idem

totales de pétrole brut du Nigeria en 2020 de 14 à 19 milliards de dollars US (par rapport aux exportations estimées sans COVID-19)¹⁷.

Figure 4 : Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO (%)



Source : FMI (2020a)

Note : ^b Prédiction

18. La pandémie de Coronavirus peut entraîner des conséquences négatives qui pèseront sur les secteurs productifs sous-régionaux (industries extractives et manufacturières, tourisme et transport), les secteurs externes (commerce, IDE, APD, transferts de fonds, etc.), les secteurs monétaires et les finances publiques. La sous-région sera également touchée par la baisse de la demande intérieure, le déclin du marché de l'emploi et par conséquent l'augmentation de la pauvreté.
19. L'APD et les IDE sont deux sources importantes de financement extérieur pour le développement en Afrique de l'Ouest. Ils ont atteint un montant cumulé d'environ 23,5 milliards USD en 2017, dont 12,9 milliards USD et 10,6 milliards USD respectivement pour l'APD et l'IDE¹⁸. L'Afrique de l'Ouest était la deuxième sous-région la plus attractive en 2017, derrière l'Afrique du Nord, pour les flux d'APD et d'IDE. Par conséquent, un ralentissement des flux d'IDE en Afrique de l'Ouest, en particulier des IDE chinois, pourrait sérieusement affecter les secteurs de la technologie, du textile et des mines dans la sous-région. En outre, si rien n'est fait pour atténuer les chocs, les emplois seront également menacés, ce qui entraînera de graves manques à gagner fiscaux.
20. En Afrique de l'Ouest, le secteur du tourisme s'est considérablement développé. Les arrivées de touristes internationaux et les recettes et de revenus d'exportations ont augmentés. En 2019, la région a enregistré près de 4,44 millions de touristes, ce qui représente 4 milliards de dollars de

¹⁷ FMI (2020c), op. cit.

¹⁸ BSR-AO de la CEA basé sur Eurostat et MOFCOM (2020).

recettes, 4,9 % du PIB et 4,5 % du total des emplois¹⁹ de la région. Les restrictions mondiales à la circulation des personnes, les interdictions de voyage et les fermetures de frontières entraîneront donc des pertes importantes dans le secteur du tourisme et du transport en Afrique de l'Ouest. En particulier en Gambie, au Sénégal et à Cabo Verde.²⁰

21. Les effets conjugués de ces événements négatifs devraient entraîner une baisse du taux de croissance moyen du PIB de la CEDEAO, qui passera de 3,6 % en 2019 à -2,9 % en 2020²¹. Cela représente une baisse d'environ 6,5 points en un an. Cinq pays sur quinze devraient enregistrer une croissance négative en 2020 (Cabo Verde, Guinée-Bissau, Liberia, Nigeria, Sierra Leone). Le Nigeria sera le plus touché, avec un PIB qui devrait se contracter de -5,4 %, principalement en raison de la forte baisse des prix du pétrole et de l'impact des mesures d'endiguement et d'atténuation sur l'activité économique. Le Liberia devrait être le moins touché par la pandémie avec un taux de croissance inchangé en 2020, suivi du Bénin avec une croissance qui devrait diminuer de 4,5 % (contre 6,4 % en 2019). En 2021, on suppose que les différentes mesures de soutien auront un impact positif important sur la croissance moyenne du PIB de la CEDEAO, qui devrait rebondir à 3,8 % en 2021²².
22. Les perspectives à moyen terme sont compromises par de graves insuffisances en matière d'infrastructures et un environnement de politique macroéconomique faible, notamment une inflation élevée et de faibles recettes non pétrolières. En outre, les variations climatiques (susceptibles de nuire à la production agricole et au prix des denrées alimentaires), les troubles civils et les menaces à la sécurité, en particulier dans la région du Sahel, sont des événements majeurs qui pourraient entraver l'activité économique à court et à moyen terme.

2.1.2 Inflation

23. L'inflation incompressible des prix à la consommation était particulièrement élevée dans la région de l'Afrique de l'Ouest en 2019, bien que légèrement inférieure à celle de 2018 (8,3 % en 2019 contre 9,4 %) en raison des pressions inflationnistes au Liberia, en Sierra Leone et au Nigeria, qui ont enregistré des taux d'inflation à deux chiffres (27,0 %, 14,8 % et 11,4 %, respectivement)²³. La hausse des prix des denrées alimentaires suite aux sécheresses, l'augmentation du prix des biens importés et le coût de production dû à la flambée des prix du pétrole étaient les facteurs qui ont maintenu les prix à un niveau général relativement élevé (fig. 5).

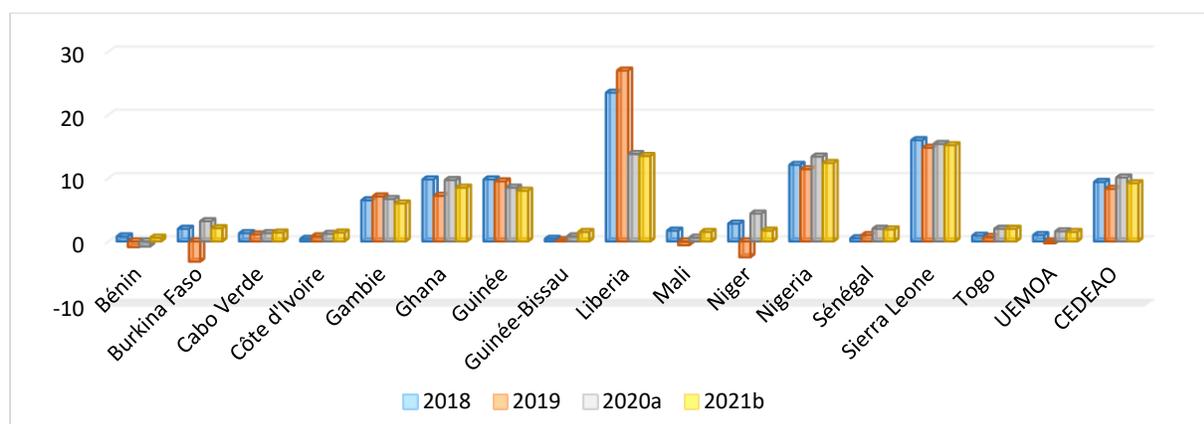
¹⁹ Organisation mondiale du tourisme, 2019

²⁰ BSR-AO-CEA, 2020

²¹FMI, (2020). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente.

²² Idem

²³Idem

Figure 5 : Taux d'inflation des États membres de la CEDEAO, 2018–2021

Note: ^a Estimation, ^b Préviation
 Source: FMI (2020a)

24. Dans la région de l'UEMOA, l'inflation a continué à baisser en dessous de l'objectif de 3 % fixé par la banque centrale, pour atteindre une moyenne de -0,3 % en 2019²⁴. Elle est également restée bien en dessous de 3 % dans de nombreux pays. Seule la moitié des huit pays de l'Union ont enregistré des taux d'inflation positifs en 2019 (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Sénégal et Togo). Le taux d'inflation de la région de l'UEMOA devrait passer à 1,6 % en 2020, contre -0,3 % en 2019²⁵.
25. Les taux d'inflation devraient rester relativement stables en 2020. Toutefois, les retombées mondiales de la COVID-19 auront des effets d'entraînement sur la pression inflationniste dans la sous-région. La chute du prix du pétrole brut, déclenchée par une guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie, conjuguée à une diminution de la demande pétrolière suite à l'apparition de la pandémie de coronavirus, aura un impact sur la sous-région, principalement par le biais du Nigeria (Fig. 6).
26. La chute des prix du pétrole devrait entraver l'économie nigériane et avoir un impact négatif sur le taux de change avec de lourdes conséquences pour l'inflation. Le niveau d'inflation devrait dépasser la norme maximale de 10 % autorisée pour la convergence macroéconomique de la CEDEAO (13,4 %) ²⁶. En raison de la fermeture de ses frontières, le Nigeria avait déjà enregistré une augmentation de son inflation en janvier 2020, de 0,15 points de plus que le mois précédent²⁷. La hausse de l'inflation au Nigeria aura un impact négatif sur le taux d'inflation régional qui est estimé à 10,1 pour cent en 2020²⁸.
27. Le Nigeria n'est pas le seul pays concerné. Des augmentations de l'inflation incompressible des

²⁴Idem

²⁵ Idem

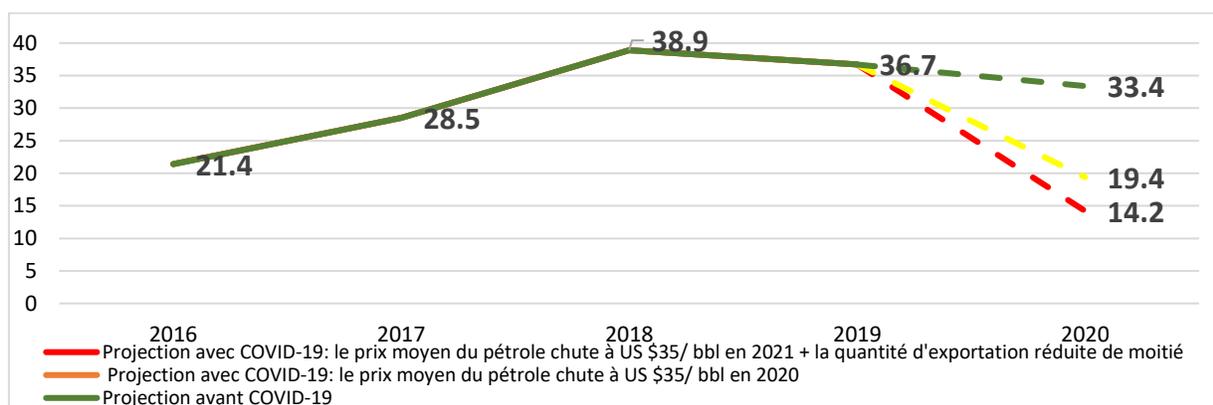
²⁶ FMI, (2020). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente

²⁷Bureau national de statistique (BNS) du Nigeria (2020)

²⁸FMI, (2020). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente

prix à la consommation sont également attendues dans de nombreux pays de la CEDEAO. Au Burkina Faso, le taux d'inflation devrait culminer à 3,2 % en 2020, contre -3,2 % en 2019. Les taux d'inflation devraient également augmenter au Ghana pour atteindre 9,7 % (contre 7,2 % en 2019), 15,4 % en Sierra Leone (contre 14,8 % en 2019), 2,0 % au Sénégal (contre 1,0 % en 2019) et 2 % au Togo (contre 0,7 % en 2019). L'inflation devrait toutefois diminuer au Liberia et en Gambie²⁹

Figure 6 : Évolution des exportations de pétrole brut du Nigeria - 2016-19 (observées) et 2020 (prévues selon divers scénarios) – (en milliards de dollars US)



Source : CEA basée sur la Banque centrale du Nigeria (observé ; prix et quantités) et Trading Economics (prévu ; quantités) ainsi que l'EIA et le WTI (prix prévus), avril 2020.

Note : les valeurs d'exportation observées ici concernent strictement le pétrole brut alors qu'elles étaient basées sur les carburants (c'est-à-dire les combustibles minéraux et les lubrifiants selon la nomenclature STIC 3).

2.1.3 Finances publiques

28. En Afrique de l'Ouest, la mobilisation totale des ressources est relativement faible, environ 10,8 % du PIB en 2019 (à titre de comparaison, elle est d'environ 17 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et de 18 % pour l'UEMOA). Le Burkina Faso et Cabo Verde ont des ratios de recettes publiques supérieurs à 20 % (à 21 et 29 % respectivement) tandis que la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia et le Nigeria enregistrent des ratios inférieurs à 15 %. Le Nigeria est le pays qui a le plus faible taux de mobilisation des ressources budgétaires (7,6 % en 2019)³⁰.
29. Les niveaux de mobilisation des recettes fiscales sont également relativement faibles dans la sous-région, moins de 10 % du PIB, alors qu'ils atteignent environ 18 % du PIB pour l'ensemble de l'Afrique. Le recouvrement des recettes fiscales au Nigeria représente environ 6 % du PIB. Les mauvais résultats de l'Afrique de l'Ouest en matière de mobilisation des recettes sont principalement dus à la faiblesse de l'assiette fiscale, à l'inefficacité des administrations fiscales et

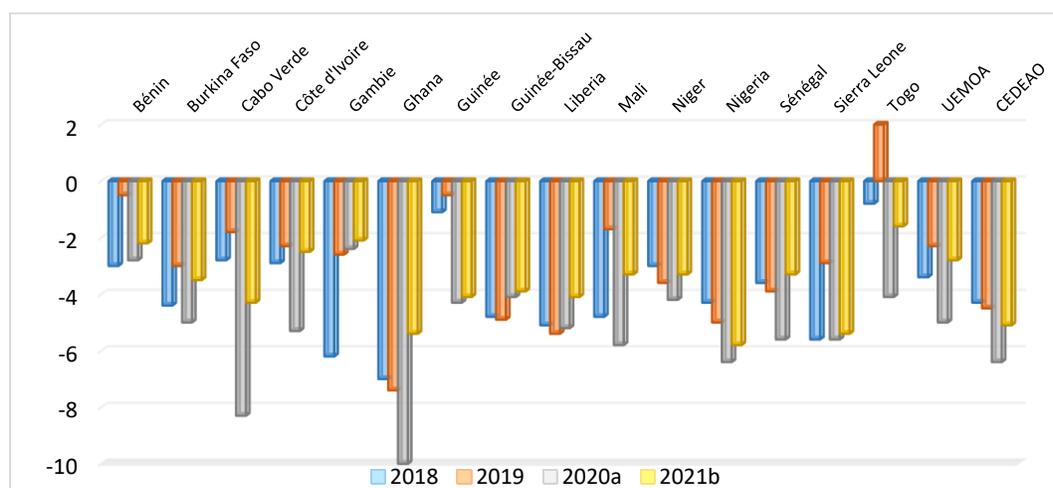
²⁹Idem

³⁰Idem

à un secteur informel important et actif qui reste en dehors des circuits fiscaux officiels. En ce qui concerne les recettes non fiscales, le recouvrement en Afrique de l'Ouest se situe en moyenne autour de 2 %, avec une tendance notable à la hausse ces dernières années.

30. Parmi les groupes économiques régionaux, la CEDEAO a l'un des taux de mobilisation des coûts et des recettes les plus élevés (1,4 %), précédé seulement par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) qui enregistrent toutes deux un taux de 1,9 %³¹).
31. Malgré les mesures d'assainissement budgétaire prises par plusieurs pays de la région, le déficit budgétaire de l'Afrique de l'Ouest a légèrement augmenté, passant de 4,3 à 4,5 % du PIB entre 2018 et 2019³². Ce taux supérieur au taux standard de 3 % du PIB recommandé dans le cadre des critères de convergence de la CEDEAO témoigne d'une relative détérioration des finances publiques des pays de l'Afrique de l'Ouest (Fig. 7).

Figure 7 : Soldes budgétaires en Afrique de l'Ouest (% du PIB)



Source: CEA basée sur le FMI (2020)

Note: ^a Estimation, ^b Préviation

32. Sept des 15 pays de la CEDEAO ont enregistré une diminution de leur déficit budgétaire global entre 2018 et 2019, alors que seuls six pays (Ghana, Guinée-Bissau, Liberia, Niger, Nigeria et Sénégal) ont enregistré des taux supérieurs aux 3 % du PIB recommandés. Les pays présentant les ratios de déficit budgétaire les plus élevés en 2019 étaient le Ghana (7,4 %) et le Liberia (5,4 %). Le Nigeria a affiché un déficit budgétaire de 5,0 % en 2019. Le Togo a enregistré un solde positif, à 2,1 % en 2020³³.
33. L'augmentation du déficit budgétaire est largement due à des chocs tant intérieurs qu'extérieurs tels que des problèmes structurels intérieurs, le ralentissement de la croissance mondiale qui a eu

³¹ATAF (2018). Perspectives fiscales africaines, deuxième édition 2018. Pretoria, Afrique du Sud : Forum africain sur l'administration fiscale.

³²FMI (2020a), op cit.,

³³Idem

des effets néfastes sur les exportateurs de matières premières ainsi que des problèmes liés au changement climatique. Le coronavirus risque d'entraver davantage les efforts d'assainissement budgétaire, car les gouvernements augmentent les dépenses de santé avec des ressources limitées, en particulier, les pays à déficit élevé auront une marge de manœuvre budgétaire limitée pour prévenir la propagation du virus. En moyenne, le déficit budgétaire de la sous-région devrait augmenter de plus de 40 % en 2020 pour atteindre 6,4 %³⁴.

34. En 2020, les déficits budgétaires devraient être les plus élevés à Cabo Verde et au Togo, avec des hausses de plus de 6 % entre 2019 et 2020 (de -1,8 à -8,3 Cabo Verde et de 2,1 à -4,1 %, au Togo, respectivement). Le Cabo Verde est très dépendant du tourisme qui représente plus de 44 % de son PIB, environ 75 % des entrées d'IDE et près de 40 % de création d'emplois dans le pays³⁵. En outre, par rapport aux autres États membres, le pays a adopté des mesures de soutien audacieuses. Le Mali et la Guinée devraient enregistrer des variations de leur solde budgétaire de plus de 3 % en 2020 (4,1 et 3,8 % respectivement)³⁶.
35. Les augmentations des déficits budgétaires des pays de la CEDEAO sont principalement dues aux augmentations des dépenses représentant des dépenses de santé plus importantes et des mesures discrétionnaires de relance dans certains cas. Plusieurs pays ont annoncé de manière proactive des mesures budgétaires, notamment la Côte d'Ivoire (4,7 % du PIB), le Niger (7,4 % du PIB) et le Sénégal (5,1 % du PIB). Plus précisément, les mesures destinées à renforcer les recettes comprennent une réduction temporaire des impôts (Sénégal), l'accélération des remboursements d'impôts (Cabo Verde), la prolongation des délais de paiement des impôts (Cabo Verde, Sénégal) et l'exonération ou le report des cotisations sociales (Cabo Verde). Du côté des dépenses, les mesures annoncées comprennent des subventions de l'État (Sénégal) et des transferts en nature (Sénégal). D'autres mesures comprennent des garanties de prêts (Cabo Verde)³⁷.
36. Les membres de la communauté de la CEDEAO semblent être retombés dans l'endettement depuis qu'ils ont atteint le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ)³⁸. Le ratio de la dette publique au PIB de la CEDEAO a augmenté de près de 40 % au cours des quatre dernières années, passant de 26,9 % du PIB en 2015 à 36,8 % du PIB en 2019. La dette extérieure a augmenté de plus de 67 %, passant de 12,9 % en 2015 à 21,7 % en 2019.³⁹ Même s'il est bien en-deçà du seuil maximum de 70 % adopté dans le cadre de la convergence macroéconomique, le rythme de croissance de la région dans son ensemble augmente le risque de surendettement de certains pays.
37. Les niveaux de la dette publique des pays de la sous-région vont de 29,4 % au Nigeria à 121,2 % à Cabo Verde. Outre Cabo Verde, les pays suivants ont des niveaux d'endettement supérieurs à

³⁴ FMI (2020c), op cit.

³⁵ Organisation mondiale du tourisme, 2019

³⁶ FMI, (2020c), op. cit

³⁷ Idem

³⁸ Treize États membres de la sous-région étaient éligibles à l'initiative PPTÉ en 2012. Le Cabo Verde et le Nigeria n'ont pas bénéficié de l'initiative PPTÉ

³⁹ FMI (2020c), op. cit.

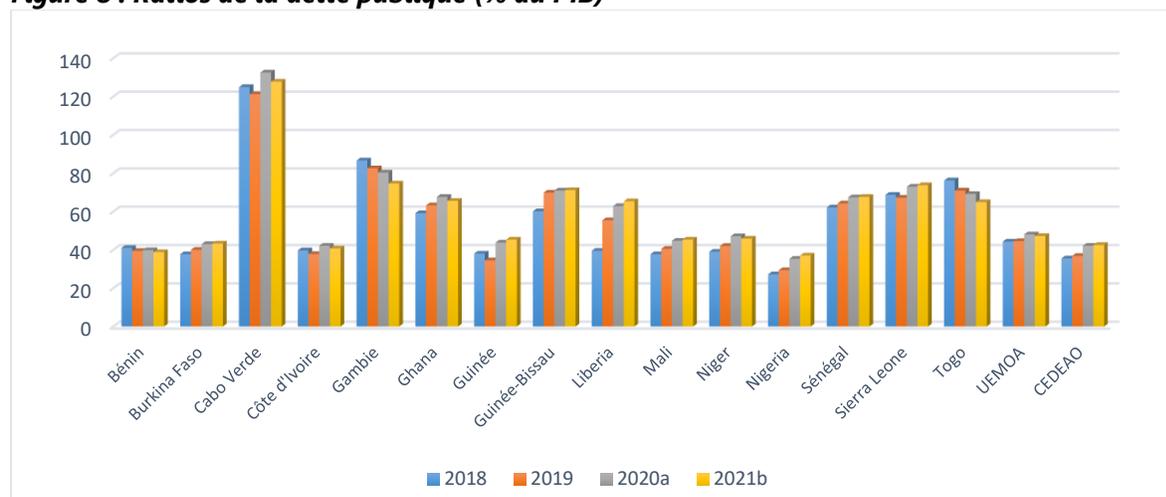
60 % : la Gambie (82,5 %), le Togo (70,9 %), la Guinée-Bissau (69,8 %), la Sierra Leone (67,2 %), le Sénégal (64,2 %) et le Ghana (63,2 %) ⁴⁰.

38. Étant donné la possibilité d'une augmentation des déficits budgétaires due aux effets tant intérieurs qu'extérieurs du coronavirus, la dette pourrait dépasser le seuil de 60 % du PIB dans de nombreux pays de la CEDEAO. Toutefois, l'évolution des niveaux de la dette dépendra d'un certain nombre de facteurs difficiles à prévoir. Des mesures de relance budgétaire supplémentaires, la réalisation de passifs éventuels, une croissance plus faible que prévu et la dépréciation de la monnaie résultant des pressions extérieures sont autant de facteurs susceptibles d'affecter considérablement la dynamique de l'endettement.
39. Selon les projections de base actuelles, en moyenne (simple), le niveau de la dette devrait passer de 36,8 % en 2019 à 42,1 % en 2020 et à 42,5 % en 2021 ⁴¹ (fig. 8). La Guinée devrait enregistrer la plus forte augmentation de sa dette, de plus de 26 %, passant de 34,5% en 2019 à 43,8% en 2020. Elle est suivie par le Nigeria, qui devrait voir son ratio d'endettement passer de 29,4 à 35,3 % en 2020, soit une augmentation d'environ 20 %. La région de l'UEMOA devrait enregistrer une augmentation de son ratio d'endettement, qui passera de 44,5 % en 2019 à 48,0 % en 2020. Cette augmentation est principalement due à la Côte d'Ivoire, au Niger et au Mali qui devraient enregistrer une hausse de plus de 10 % de leur ratio d'endettement, soit 42,1, 47,1 et 44,7 % respectivement. Le Togo devrait enregistrer une légère amélioration de son endettement en 2020, passant de 70,9 à 69,1 %. Le ratio d'endettement du Liberia devrait passer de 55,4 à 62,8 %). Par conséquent, 8 pays, contre 7 en 2019, devraient avoir des niveaux d'endettement dépassant le seuil de 60 % du PIB en 2020 ⁴² (Cf. Fig. 8).
40. En l'absence de baisses correspondantes de la demande d'importations des pays africains, une diminution des exportations africaines résultant d'un ralentissement de l'économie mondiale pourrait accroître le fardeau de la dette et réduire davantage la marge de manœuvre budgétaire des pays de la CEDEAO. Le Ghana, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau, la Gambie, le Togo et Cabo Verde sont particulièrement vulnérables aux chocs budgétaires dus à l'impact de la pandémie, car depuis 2019, leur ratio dette/PIB est supérieur à 61 %, avec des déficits budgétaires supérieurs à 4 % du PIB.

⁴⁰ Idem

⁴¹ Par rapport à une baisse prévue à 56 % dans les Perspectives économiques régionales d'octobre 2019 pour l'Afrique subsaharienne

⁴² FMI (2020a), op. cit.

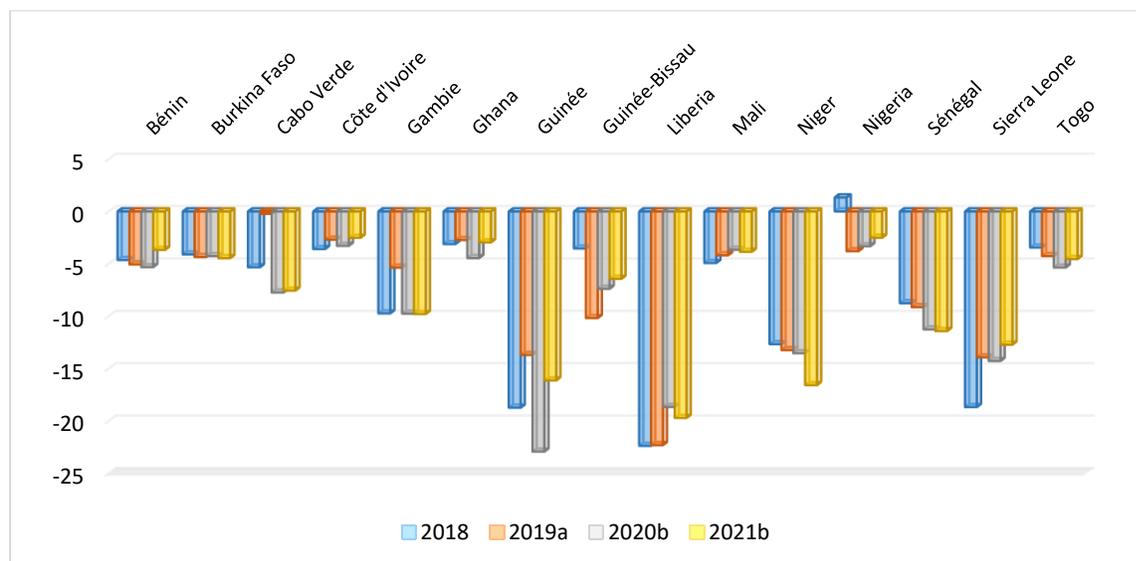
Figure 8 : Ratios de la dette publique (% du PIB)

Source: Basé sur le FMI (2020)

Note: ^a Estimation, ^b Prévision

2.1.4. Comptes extérieurs

41. Le solde moyen des comptes extérieurs est structurellement déficitaire dans presque tous les pays de la région, se creusant au niveau communautaire de -1,4 % en 2018 à -4,4 % du PIB en 2019. Hors dons, le déficit des comptes courants de la région de la CEDEAO se détériorera, passant de -4,3 pour cent en 2018 à -4,5 pour cent du PIB en 2019. Au cours de cette période, le déficit des comptes extérieurs de huit pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Togo) se détériorera davantage. L'aggravation du déficit des comptes extérieurs dans la région en 2019 est en partie due à la baisse des prix du pétrole, à la contraction du secteur minier et du marché de certains produits agricoles.
42. En 2020, le déficit courant et le déficit extérieur devraient encore se creuser, en raison de l'épidémie de COVID-19. Ces déficits plus importants pourraient poser des problèmes croissants aux pays de la CEDEAO qui dépendent fortement du financement extérieur. Ces pays sont confrontés au risque de turbulences sur les marchés financiers, au resserrement des conditions du marché du crédit, à des problèmes de refinancement de la dette intérieure, à un ajustement important des comptes courants par la compression de la demande intérieure et à d'importantes pertes de réserves.
43. Le déficit des comptes courants de la sous-région devrait continuer de croître pour atteindre -4,4 % du PIB en 2020 (contre -4,6 %) Douze pays devraient enregistrer une baisse de leur compte courant en 2020. La Guinée devrait enregistrer la plus forte baisse (de -13,7 à -22,9 %), suivie par le Cabo Verde (-0,2 à -7,7 %), la Gambie (de -5,4 à -9,8 %) et le Ghana (de -2,7 à -4,5 %). Étonnamment, trois pays, dont la Guinée-Bissau (de -10,2 à -7,4 %), le Burkina Faso (de -4,4 à -4,3 %) et, plus surprenant encore, le Nigeria (de -3,8 à -3,6 %) devraient enregistrer une légère baisse de leur déficit actuel en 2020.

Figure 9 : Déficits du compte courant (en % du PIB)

Source: CEA basée sur le FMI (2020c)

Note: ^a Estimation, ^b Préviation

2.1.5. Intégration régionale et commerciale

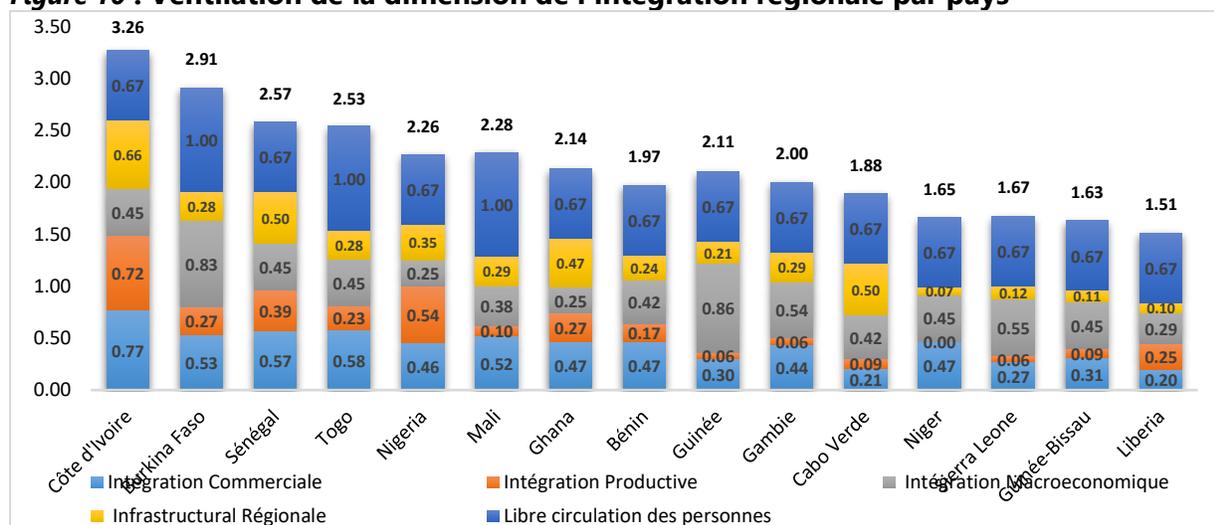
44. L'intégration régionale a permis de maximiser les avantages de la mondialisation tout en contrant ses effets négatifs. Elle peut stimuler le développement dans les pays les moins avancés par l'amélioration de la capacité de production et l'encouragement des investissements dans les éléments d'infrastructure qui présentent le plus grand potentiel économique. Néanmoins, le bilan de l'intégration régionale en Afrique jusqu'à présent donne à réfléchir.
45. Avec un score moyen de 0,327 en matière d'intégration régionale, selon l'indice d'intégration régionale en Afrique 2019, les pays africains dans leur ensemble ne sont pas bien intégrés. Le score élevé de 0,625 (sur un maximum de 1) atteint par l'Afrique du Sud, suggère que tous les pays africains peuvent aller plus loin dans cette intégration⁴³ (Fig. 10).
46. En ce qui concerne l'intégration régionale dans son ensemble, sur les huit communautés économiques régionales (CER) d'Afrique, la CEDEAO se classe cinquième derrière la CAE, l'UMA,

⁴³L'indice d'intégration régionale en Afrique 2019 (IIRA) évalue le statut et les efforts d'intégration régionale des pays africains. Il compare chaque pays aux autres pays de sa communauté économique régionale et aux pays d'Afrique dans leur ensemble. Il mesure l'intégration dans chaque pays et chaque communauté économique régionale selon 5 critères (intégration commerciale, intégration productive, intégration macroéconomique, intégration infrastructurelle et libre circulation des personnes).

la CEEAC et l'IGAD⁴⁴. Si la communauté économique régionale obtient les meilleurs résultats dans les critères de la libre circulation des personnes, la moyenne est tirée vers le bas par l'absence quasi totale d'intégration productive de 7 des 15 membres de la CEDEAO (Mali, Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Gambie, Guinée et Niger qui obtient un score de zéro). La Côte d'Ivoire est le pays le plus performant en matière d'intégration productive, avec un score de 0,718. Elle est suivie par le Nigeria et le Sénégal, qui n'obtiennent que 0,540 et 0,388 respectivement dans l'index de 2019. Les investissements en faveur des capacités productives complémentaires pourraient contribuer à d'importantes améliorations dans l'intégration productive.

47. Dans l'ensemble, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal sont les pays les plus intégrés de la CEDEAO. Le Liberia, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone en sont les moins intégrés. Une solution pour améliorer l'intégration sous-régionale pourrait consister à augmenter les exportations et les importations de biens intermédiaires. En effet, la Côte d'Ivoire, pays le plus performant de la sous-région, fait bonne figure dans ce domaine, tout comme le Nigeria, tandis que la Gambie et la Sierra Leone qui figurent parmi les pays les moins performants, ont de très mauvais résultats.

Figure 10 : Ventilation de la dimension de l'intégration régionale par pays



Source : Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2019

48. Dans le but de stimuler le commerce transfrontalier et le développement économique, l'idée d'une monnaie unique pour l'Afrique de l'Ouest, l'"Eco", qui devait initialement être introduite en 2020 a vu le jour. Pour faire partie de l'union monétaire, chaque État membre doit remplir trois critères de convergence primaires et trois critères secondaires (tableau 1), visant à renforcer l'homogénéité et la stabilité des principaux indicateurs macroéconomiques des pays, afin de leur permettre de mieux absorber les chocs économiques idiosyncrasiques après l'adoption du régime

⁴⁴ Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ; Union du Maghreb arabe (UMA) ; Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ; Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)

de la monnaie unique.

49. Jusqu'à présent, les pays de la CEDEAO ont du mal à satisfaire à ces critères. Par exemple, seuls cinq pays - le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal et le Togo - ont satisfait aux exigences en matière d'inflation et de déficit budgétaire en 2019.

Tableau 1 : Nombre de pays au sein de la CEDEAO ayant satisfait aux critères de convergence.

Critères	Standard CEDEAO	2017	2018	2019
<i>Premier Rang</i>				
Ratio du déficit budgétaire, y compris les subventions au PIB nominal	≤ 3 %	7	6	10
Taux d'inflation annuel moyen	< 10 %	11	12	12
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale / recettes fiscales de l'année précédente	≤ 10 %	12	14	n.a
Réserve extérieure brute	≥ 3	14	15	n.a
<i>Deuxième rang</i>				
Ratio de la dette publique totale par rapport au PIB nominal	≤ 70 %	12	12	12
Variation du taux de change nominal	±10	12	13	n.a

Source: CEDEAO (2018a) et FMI (2020a)

50. Malgré la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires au commerce sous l'impulsion de la CEDEAO et de l'UEMOA, la valeur des échanges intracommunautaires peine à dépasser 10 % des transactions commerciales de l'Afrique de l'Ouest (10,4 % en 2019). Elle n'a augmenté que marginalement en près de 20 ans, d'environ 3 % par rapport à 1996 où elle représentait 7,7 % du commerce extérieur total de la communauté⁴⁵. Ces insuffisances du commerce intracontinental soulignent les pertes importantes de revenus et de possibilités de développement pour les pays africains.
51. Les principaux pays les plus actifs dans le commerce incluent le Nigeria, qui représente à lui seul environ 76 % du commerce total de la sous-région, suivi du Ghana (9,2 %) et de la Côte d'Ivoire (8,6 %). Avec le Sénégal, ils concentrent 87 % du commerce sous-régional, 79 % des importations sous-régionales (55 520 millions de dollars par an) et 94 % des exportations et réexportations (77 792 millions de dollars par an)⁴⁶.
52. La totalité du commerce de la CEDEAO est dominée par les produits miniers (ressources pétrolières, fer, bauxite, manganèse, or, etc.) et agricoles (café, cacao, coton, caoutchouc, fruits et légumes) et d'autres produits commercialisés dans la région (céréales sèches, racines et tubercules, produits de l'élevage), etc.
53. Le développement limité des industries, en particulier le secteur manufacturier dans la plupart des économies, ainsi que le déficit et la mauvaise qualité des infrastructures (énergie, transport, télécommunications, etc.) expliquent en partie la faiblesse du commerce intracommunautaire.

⁴⁵ CEDEAO (2018a). "Rapport sur la convergence macroéconomique pour le premier semestre de 2018

⁴⁶ CEDEAO, 2016

54. La signature de l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en mars 2018 à Kigali et son lancement officiel en juillet 2019 à Niamey ont relancé le débat sur les questions relatives au commerce transfrontalier en Afrique et dans les communautés économiques régionales. Une mise en œuvre réussie de la ZLECAf peut potentiellement donner une nouvelle impulsion et un nouveau dynamisme à l'intégration économique en Afrique et renforcer le commerce intra-régional et communautaire (voir encadré 1 en annexe).

2.2. Performance Sociale

55. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest continue à faire relativement peu de progrès au niveau du développement social. Les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la sous-région (objectifs de développement durable ODD 1 et ODD 2) et de nombreuses personnes continuent d'avoir un accès limité à des services sociaux de base de qualité. Les indicateurs de santé (ODD 3) restent alarmants dans certains pays. En outre, malgré un accès accru à l'éducation (ODD 4), de nombreux enfants abandonnent prématurément l'école, avant même d'avoir pu acquérir les compétences minimales. Cela explique en partie les taux élevés de chômage, de sous-emploi et/ou d'emplois vulnérables dans la sous-région (ODD 8). L'inégalité est également élevée dans la sous-région (ODD 5 et 10). Cette situation pourrait entraver la capacité de la région à exploiter correctement son dividende démographique, compromettant ainsi son développement durable.

2.2.1. Pauvreté, développement humain et développement durable dans la région de la CEDEAO

56. La pauvreté continue d'entraver le développement durable en Afrique de l'Ouest malgré la croissance économique positive soutenue de ces deux dernières décennies. Dans 10 pays sur les 15 pays de la CEDEAO, plus de 30 % de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour⁴⁷. Cette situation n'a pas beaucoup changé au cours des deux dernières décennies. L'indice moyen de développement humain (IDH) de la sous-région est le plus bas du continent, soit seulement 0,51 en 2018⁴⁸.
57. Seuls le Cabo Verde, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigeria sont classés au-dessus du statut de pays les moins avancés, les deux premiers plus le Sénégal étant classés au niveau de développement humain moyen. Toutefois, le Cabo Verde qui se situe au-dessus du seuil de pauvreté extrême est le seul État membre actuellement classé comme pays à revenu intermédiaire inférieur. Le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau et le Niger sont les pays les moins performants en matière de développement humain dans la sous-région⁴⁹.
58. L'Afrique de l'Ouest stagne donc dans sa progression vers les objectifs de développement durable

⁴⁷ Banque mondiale, Indice de développement humain 2019.

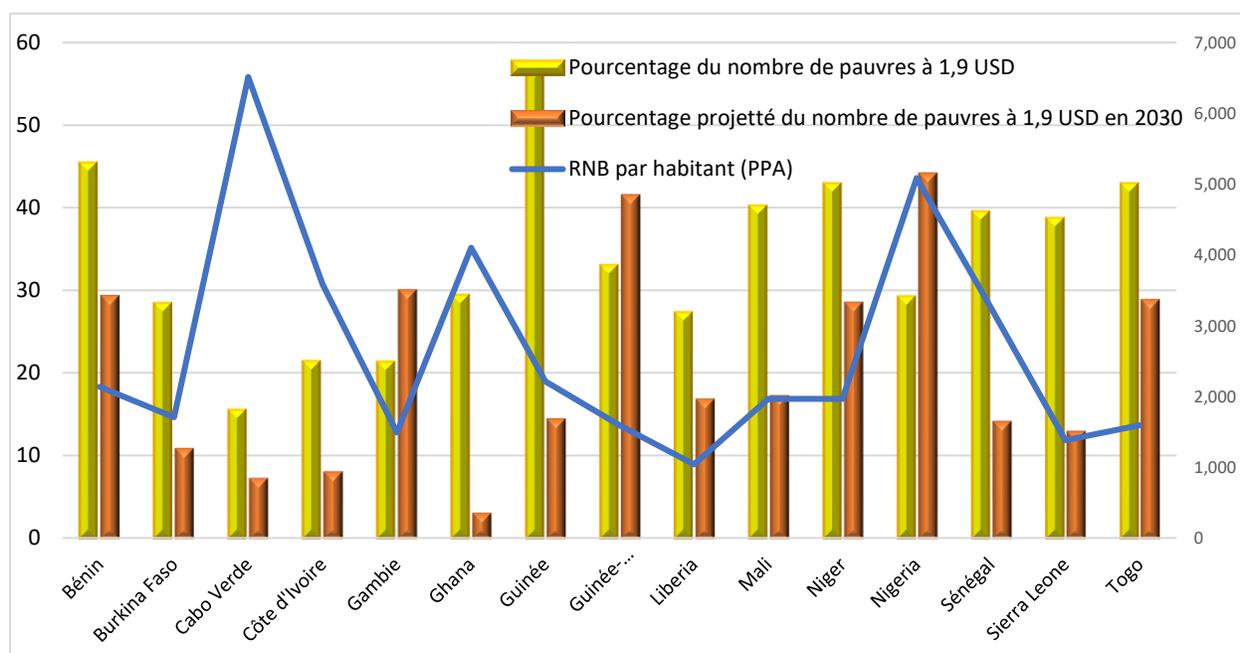
⁴⁸ PNUD (2019), Rapport de développement humain.

⁴⁹ Idem.

(ODD). L'indice ODD 2019 montre que la majorité des pays sont en retard sur la plupart des 17 objectifs. La sous-région connaît une amélioration modérée vers les ODD 2 (Faim zéro), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), ODD 14 (Vie aquatique), ODD 15 (Vie terrestre) et ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).⁵⁰ Les objectifs les plus difficiles à réaliser sont les ODD 3 (Santé) et ODD 9 (Infrastructures) avec 100 % et 93 % des pays ayant obtenu de mauvaises notes respectivement, ce qui indique un écart croissant par rapport à la réalisation des objectifs. Les objectifs 4 (éducation), 6 (eau propre et assainissement) et 11 (consommation et production responsables) sont également très difficiles à réaliser avec 80 % des pays ayant obtenu de mauvaises notes. Au niveau des pays, Cabo Verde et le Ghana sont les plus performants, se classant 5e et 9e dans l'indice de de développement humain⁵¹.

59. En termes probabilistes, cette situation ne changera vraisemblablement pas de manière significative au cours des deux prochaines décennies (RDH, 2019). Il est également fort probable que la croissance globale soit modérée par le fort développement démographique croissant, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Figure 11 : Situation de la pauvreté dans les pays d'Afrique de l'Ouest



Source: CEA, sur la base des données du PNUD, Rapport sur le développement humain 2019.

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

60. La CEA estime qu'entre 5 et 29 millions de personnes en Afrique passeront au-dessous du seuil

⁵⁰Le rapport sur l'indice et les tableaux de bord des ODD est la première étude mondiale à évaluer la situation de chaque pays en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

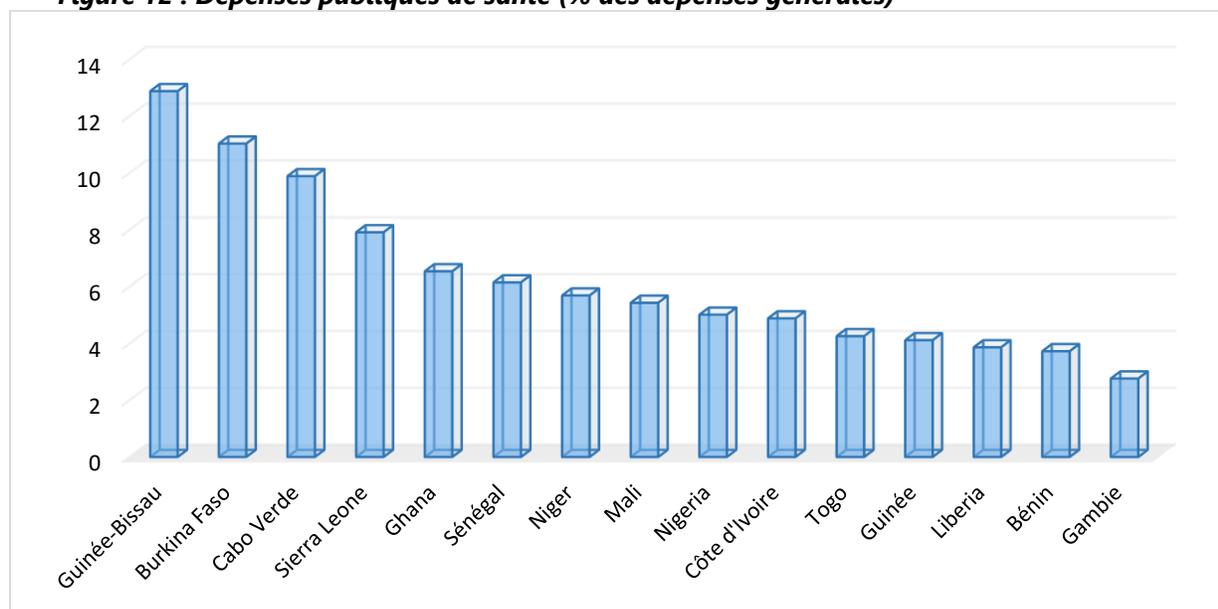
⁵¹ Rapport sur le développement humain 2019, provenant des données de 2018 ou 2017.

de pauvreté extrême de 1,90 \$ par jour en raison de l'impact de la COVID-19, par rapport au scénario de croissance africaine de base pour 2020. Les ménages vulnérables touchés par la COVID-19 sont confrontés à une probabilité accrue de tomber dans une pauvreté transitoire de 17,1 %, une probabilité accrue de 4,2 % de rester dans la pauvreté pendant une décennie ou plus, et une baisse de la probabilité de sortir de la pauvreté de 5,9 %. L'augmentation des niveaux de pauvreté aggravera également les inégalités de revenus existantes. Pour les ménages à faible revenu, comme ceux de l'Afrique de l'Ouest qui consacrent déjà en moyenne 36 % de leur revenu aux dépenses liées aux soins de santé, l'accès aux soins de santé deviendra de plus en plus inabordable à la suite de la COVID-19, ce qui entraînera une augmentation du nombre de ménages passant sous le seuil de pauvreté⁵².

2.2.1.1. Santé

61. L'Afrique de l'Ouest se caractérise par des systèmes de santé médiocres et de piètre qualité, avec un manque d'infrastructures, d'accès aux services de santé et de personnel de santé. La plupart des indicateurs de santé dans la sous-région sont très faibles. Ces faibles indicateurs de santé s'expliquent en partie par les faibles niveaux d'investissement public dans les systèmes de santé sous-régionaux (figure 12).

Figure 12 : Dépenses publiques de santé (% des dépenses générales)



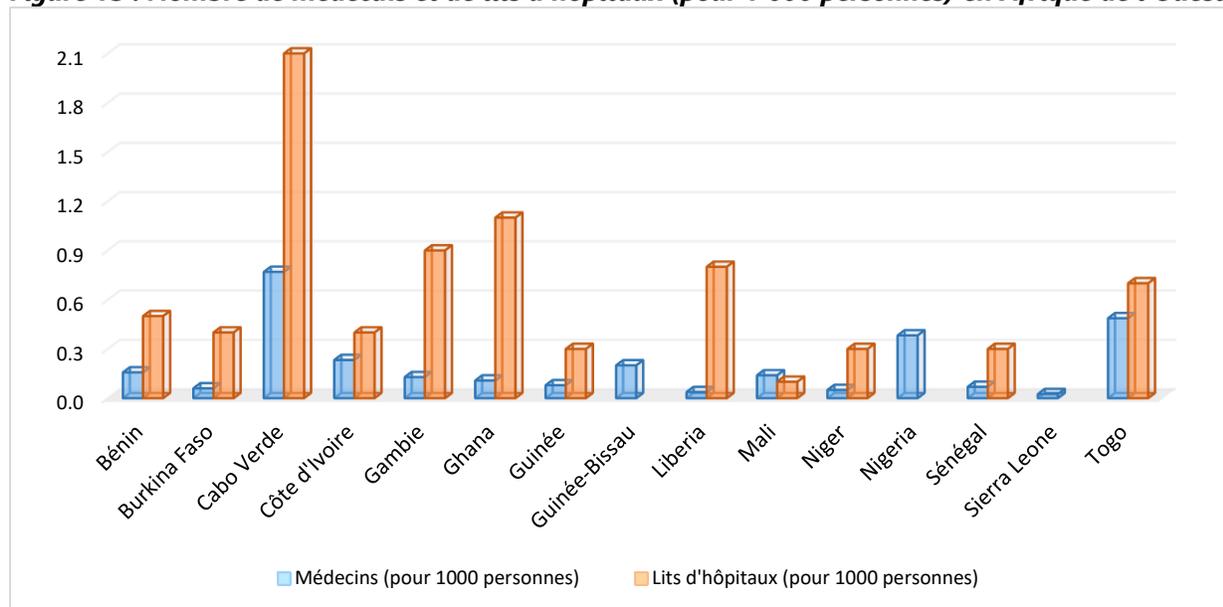
Source : CEA basée sur la base de données de l'Organisation mondiale de la santé sur les dépenses de santé mondiales, 2019.

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

⁵² CEA (2020a)

62. La région de l'Afrique de l'Ouest se caractérise par une mortalité précoce et maternelle, la malnutrition et une faible espérance de vie. Quatre des dix pays du monde ayant le taux de mortalité des moins de cinq ans le plus élevé se trouvent dans la sous-région. Toutefois, de légères disparités existent entre les États membres. Le taux de mortalité des moins de cinq ans varie de 17,4 (Cabo Verde) à 110 décès (Sierra Leone) pour 1 000 naissances vivantes. Le Nigeria (100,2) et le Mali (106) ont également des taux de mortalité des moins de cinq ans élevés. Dans les 14 pays pour lesquels des données sont disponibles, 16,5 % (Sénégal) à 46 % (Niger) des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition modérée ou sévère. La mortalité maternelle est très élevée dans la sous-région avec des ratios allant de 58 (Cabo Verde) à 1120 (Sierra Leone) décès pour 100 000 naissances vivantes. L'espérance de vie à la naissance varie de 54,3 (Sierra Leone et Nigeria) à 72,8 (Cabo Verde) ans. Cinq des pays de la région ont une espérance de vie inférieure à 60 ans (Nigeria, Sierra Leone, Mali, Guinée Bissau et Côte d'Ivoire)⁵³.
63. En termes de répartition du personnel de santé, on note une très mauvaise qualité de la prestation et de la couverture des soins de santé, comme en témoigne le nombre extrêmement élevé de patients pris en charge par les médecins (Fig. 13). Le nombre de ce personnel varie de 0,03 au Niger à 0,77 au Cabo Verde. Pour le Cabo Verde qui est le meilleur performeur de la sous-région ouest-africaine, cela signifie que 7,7 professionnels de la santé doivent prendre 10 000 personnes en charge.

Figure 13 : Nombre de médecins et de lits d'hôpitaux (pour 1 000 personnes) en Afrique de l'Ouest



Source : CEA basée sur l'Alliance mondiale pour les personnels de santé (AMPS), 2019.

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

64. La capacité des pays de la sous-région à faire face à la pandémie du COVID-19 à son apogée doit être considérée par rapport aux carences des systèmes de santé nationaux et de la société en

⁵³ Rapport sur le développement humain 2019, provenant des données de 2018 ou 2017

général. Les contraintes comprennent : les faibles taux de lits d'hôpitaux et de professionnels de la santé; la disponibilité des soins de base, le traçage des contacts, les procédures de quarantaine et d'isolement et la préparation à la pandémie en dehors du secteur de la santé, une forte dépendance à l'égard des importations pour leurs médicaments et produits pharmaceutiques, des systèmes d'identité légale (ID) limités pour l'administration des filets de sécurité sociale. La rapidité et l'importance de la propagation du virus ont surpris les pays les plus développés qui se sont trouvés mal préparés. Par conséquent, les pays d'Afrique de l'Ouest beaucoup plus pauvres et dotés de moins de ressources, tant en termes de financement que de main-d'œuvre, ont un défi à relever pour faire face à la pandémie.

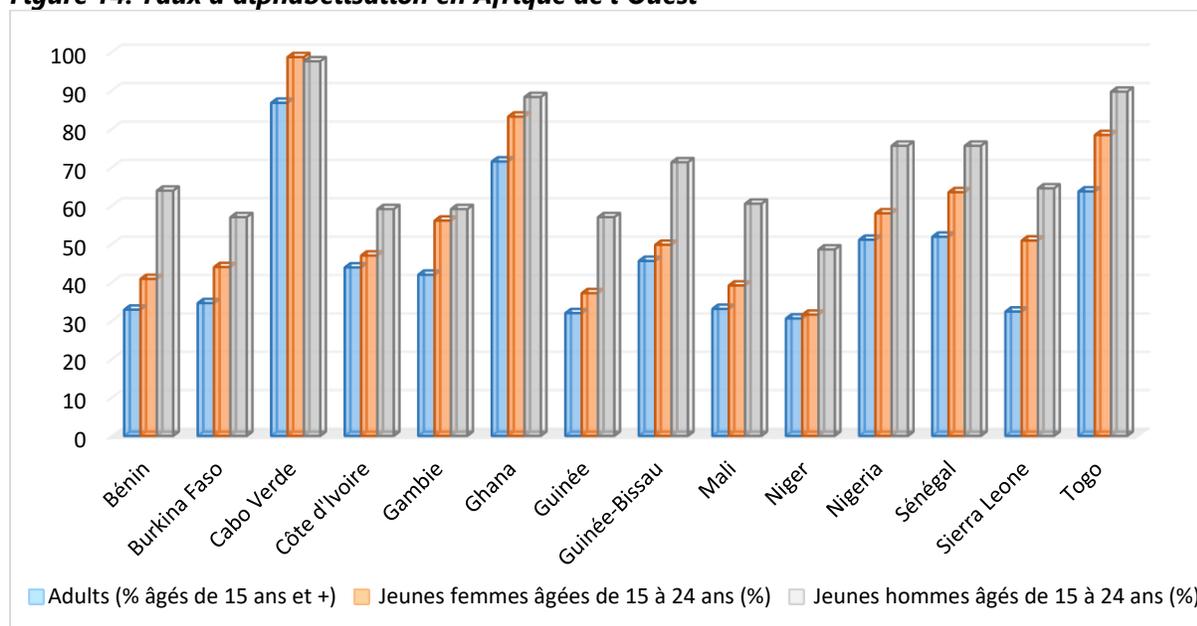
2.2.1.2. Éducation

65. L'éducation est l'un des principaux défis auxquels est confrontée la communauté. D'importants progrès ont été réalisés en termes d'accès, mesurés par le niveau d'études primaires. Le taux moyen sous-régional de scolarisation dans les écoles primaires est passé de 70 % en 1998 à 101 % en 2018. Toutefois, il reste relativement faible dans de nombreux pays et diminue dans d'autres (figure 14). Les taux d'abandon scolaire sont également élevés. La proportion d'enfants non scolarisés dans la CEDEAO était d'environ 24,6 % entre 2010 et 2018. Au Nigeria, cette valeur atteignait 34 %. Dans beaucoup d'autres pays de la sous-région, plus de 20 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés (Burkina Faso, Liberia, Mali, Niger et Sénégal).
66. Le nombre moyen d'années de scolarisation est également faible. Il est en moyenne d'environ 3 ans dans la sous-région et supérieur à 4 ans dans six pays seulement (Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Nigeria et Togo)⁵⁴. Les étudiants ne reçoivent guère de formation de qualité et quittent l'école sans avoir acquis les compétences minimales requises. Dans les 9 pays pour lesquels des données sont disponibles, seuls 3 (Ghana, Sénégal et Burkina Faso) enregistrent plus de 50% des élèves parvenant à un niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques à la fin de l'enseignement primaire⁵⁵.
67. Le taux d'alphabétisation des adultes est également faible, inférieur à 50 % dans presque tous les pays de l'Afrique occidentale, à l'exception du Cabo Verde (86,8 %), du Ghana (71,5 %), du Togo (63,7 %), du Sénégal (51,9) et du Nigeria (51,1 %) ⁵⁶. Ces faibles niveaux d'alphabétisation s'expliquent en partie par la faible part des dépenses publiques allouées à l'éducation dans la sous-région.

⁵⁴ PNUD, Rapport sur le développement humain 2019.

⁵⁵ Basé sur l'Institut de statistique de l'UNESCO, 2019 (données les plus récentes disponibles entre 2005 et 2015).

⁵⁶ Rapport sur le développement humain, 2019.

Figure 14: Taux d'alphabétisation en Afrique de l'Ouest

Source : Institut de statistique de l'UNESCO (2019).

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

68. En raison de l'insécurité croissante dans la sous-région, cette situation s'aggrave. Les attaques constantes de groupes terroristes, notamment contre les étudiants, les enseignants et les écoles au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont provoqué la fermeture de près de 3 300 écoles entre 2017 et 2019 (le Burkina Faso à lui seul a fermé plus de 2 000 écoles) et ont forcé plus de 8 millions d'enfants à quitter l'école⁵⁷.
69. Les fermetures d'écoles exposent les enfants à un risque accru d'exploitation, de mariage et de grossesse précoce. Les filles sont confrontées à un risque élevé de violence sexiste et sont souvent forcées de se marier, ce qui entraîne des grossesses et des accouchements précoces qui menacent leur vie et leur santé. Les garçons et les filles peuvent également devenir des cibles plus faciles pour les trafiquants ou le recrutement dans des groupes armés.

2.2.1.3. Employment

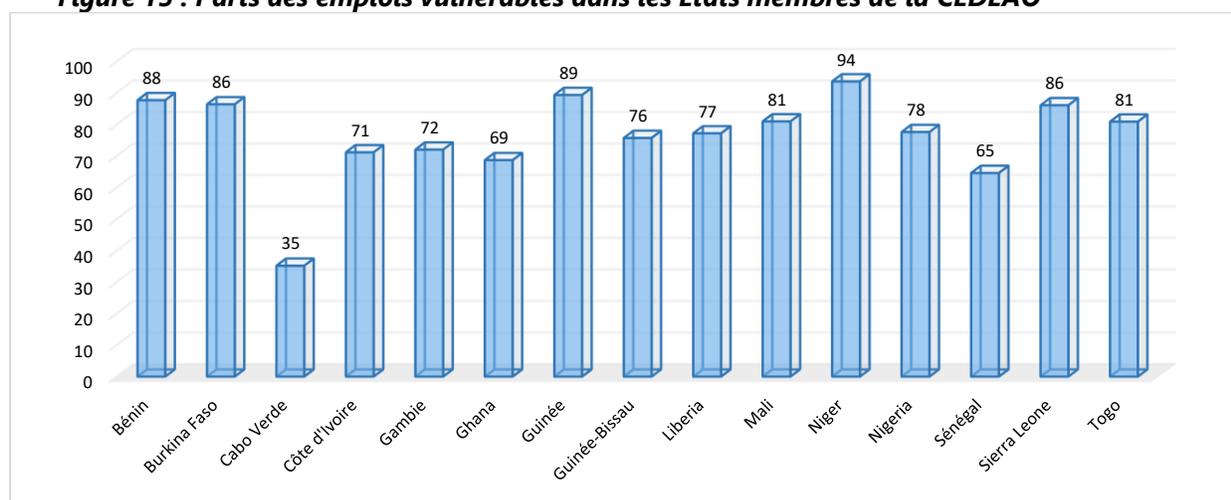
70. Les taux de chômage sont faibles dans tous les pays de la sous-région. Au niveau sous-régional, il est estimé à 6,23 % en moyenne en 2019. Cependant, la majorité de la population est indépendante (81,2 % en 2019) et travaille principalement dans le secteur informel ou dans des emplois vulnérables. De nombreux travailleurs ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille ni de faire face aux difficultés financières auxquelles ils sont confrontés. En 2019, environ 31,7 % des personnes en âge de travailler employées dans la sous-région étaient

⁵⁷ Les données citées dans ce paragraphe et dans le suivant proviennent de l'UNICEF (2019).

considérées comme extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 \$ par jour) et 64,2 % étaient considérées comme pauvres (vivant avec moins de 3,10 \$ par jour). Les secteurs primaire et tertiaire emploient les plus fortes proportions de personnes dans la sous-région, représentant respectivement 51,1 % et 45,3 % en 2019.

71. La proportion d'emplois vulnérables variait de 35,2 %, à Cabo Verde, à 93,7 %, au Niger, en 2019. 12 des 15 pays de la Communauté ont un taux d'emplois vulnérables supérieur à 70 %. Outre Cabo Verde, seuls le Sénégal et le Ghana ont un taux d'emplois vulnérables inférieur à 70 % (64,6 et 68,7 %). 77,6 % des travailleurs au Nigeria et 71,2 % en Côte d'Ivoire occupent un emploi vulnérable (figure 15).

Figure 15 : Parts des emplois vulnérables dans les États membres de la CEDEAO

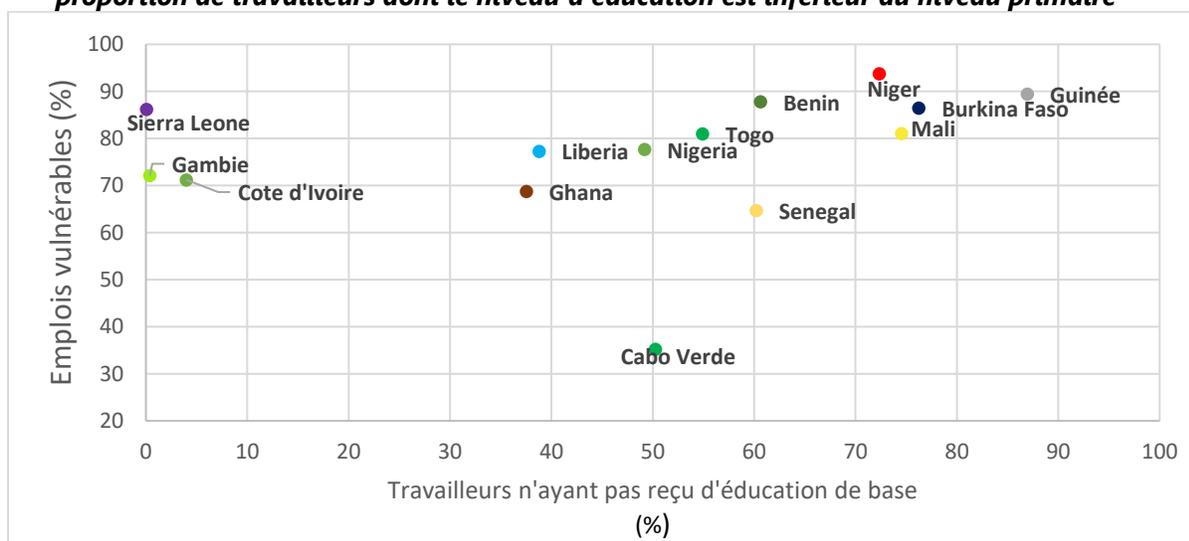


Source : CEA, basée sur des données de l'OIT (2020).

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

72. Les niveaux d'emplois vulnérables dans les économies de la sous-région sont étroitement liés au faible niveau d'éducation de la population active. De nombreuses personnes entrent sur le marché du travail sans la qualification minimale requise. Par exemple, 88 % des travailleurs en Guinée (qui a le taux d'emplois vulnérables le plus élevé de la sous-région) n'ont pas pu terminer leurs études primaires, contre 4,4 % à Cabo Verde (qui a le taux d'emplois vulnérables le plus faible).

Figure 16 : Corrélation entre le taux d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO et la proportion de travailleurs dont le niveau d'éducation est inférieur au niveau primaire



Source : CEA, basée sur les données du PNUD (2019) et de l'OIT (2019)

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible. Les données ne sont pas disponibles pour la Guinée Bissau

73. L'on s'attend à ce que la pandémie de COVID-19 entraîne une augmentation de l'emploi informel et vulnérable de même qu'une augmentation des dépenses des ménages pauvres et vulnérables. La crise financière de 2008 a entraîné une augmentation de 10 % de l'emploi vulnérable. Le choc plus systémique de la COVID-19 devrait augmenter considérablement l'emploi vulnérable, avec une anticipation de 19 millions de pertes d'emploi en Afrique, les travailleurs étant confrontés à des fermetures totales ou partielles de leur lieu de travail⁵⁸. La création annuelle d'emplois formels (actuellement 3,7 millions) devrait chuter, passant de 1,4 à 5,8 % par rapport au scénario de base de la croissance africaine en 2020⁵⁹.

2.2.1.4. Inégalités

74. En Afrique de l'Ouest, les revenus de 40 % des plus pauvres ont augmenté de 25 points de pourcentage de plus que la moyenne. Le 1% des Africains de l'Ouest les plus riches possède plus que le reste des populations de la sous-région réunies. Cela cache cependant une grande diversité de trajectoires. L'inégalité de richesse a augmenté au Bénin où les revenus de 40 % des plus

⁵⁸ L'Organisation internationale du Travail (OIT), 2020.

⁵⁹ ECA (2020a)

pauvres ont augmenté de 30 points de pourcentage de moins que la moyenne, mais aussi en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée-Bissau, où les revenus de 40 % des plus pauvres ont augmenté de 20 points de pourcentage de moins que la moyenne⁶⁰. Les 10 % des Ghanéens les plus riches représentent 32 % de la consommation totale du pays, soit plus que la consommation de 60 % de la population les plus pauvres. Quelques personnes deviennent très riches, tandis que près d'un million d'autres tombent sous le seuil de pauvreté, et des milliers de ceux qui étaient déjà pauvres s'enfoncent encore plus⁶¹. Au Nigeria, les revenus de 40 % des plus pauvres ont augmenté de 19 points de pourcentage de plus que la moyenne. La richesse des cinq hommes nigériens les plus riches réunis s'élève à 29,9 milliards de dollars, soit plus que le budget total du pays en 2017⁶².

75. Néanmoins, l'inégalité des richesses a diminué ailleurs dans la sous-région. Au Sénégal, l'amélioration a été légère (les revenus de 40 % des plus pauvres n'ont augmenté que de 2 points de pourcentage de plus que la moyenne). Les plus fortes baisses d'inégalité ont été enregistrées au Burkina Faso, où les revenus de 40 % des plus pauvres ont augmenté de 93 points de pourcentage de plus que la moyenne, et en Sierra Leone, où ils ont augmenté de 117 points de pourcentage de plus que la moyenne⁶³. Outre les inégalités de richesses et de revenus, il existe deux autres formes d'inégalités qui sont particulièrement vraies pour l'Afrique de l'Ouest : l'inégalité entre les sexes et l'inégalité spatiale.
76. L'inégalité entre les sexes persiste en Afrique de l'Ouest, malgré les progrès réalisés par la plupart des pays en termes de participation des femmes dans les secteurs économiques et sociaux. Les pays de l'Afrique de l'Ouest se situent tous en bas du classement de l'indice d'inégalité de genre (IIG)⁶⁴, entre la 125e (Sénégal) et la 154e (Niger) position des 154 pays classés⁶⁵. En outre, à l'exception de trois pays (Cabo Verde, Ghana et Sénégal), tous les pays de l'Afrique de l'Ouest se situent dans la catégorie la plus basse possible de l'indice de développement par sexe (IDS)⁶⁶. Il existe donc de très fortes inégalités entre les hommes et les femmes dans la sous-région en termes de soins de santé, de connaissances et de niveau de vie. De même, les inégalités entre les hommes et les femmes sont importantes dans la représentation politique, en particulier au parlement, avec des performances allant de 25 % au Cabo Verde à 4,5 % d'élues au parlement nigérian. Le Sénégal, avec 42,7 % de femmes en politique, est le seul pays qui a une représentation féminine supérieure à la moyenne de 24 % du continent et qui se classe au 11e rang mondial⁶⁷.
77. Dans le domaine de l'éducation, les écarts entre les sexes en matière de taux de scolarisation ont été réduits partout. Le Cabo Verde, le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone affichent la parité

⁶⁰ PNUD, Rapport sur le développement humain 2019.

⁶¹ Oxfam, 2019

⁶² UNDP (2019), op. cit.

⁶³ Idem.

⁶⁴ Indice d'inégalité de genre du PNUD 2019. L'inégalité entre les sexes se mesure sur la base du taux de mortalité maternelle, du taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 19 ans, du pourcentage de sièges au parlement réservés aux femmes, de l'accès à l'enseignement secondaire et du taux de participation des femmes à la population active.

⁶⁵ Le Cabo Verde, le Nigeria, la Guinée-Bissau et la Guinée n'ont pas été classés en 2019.

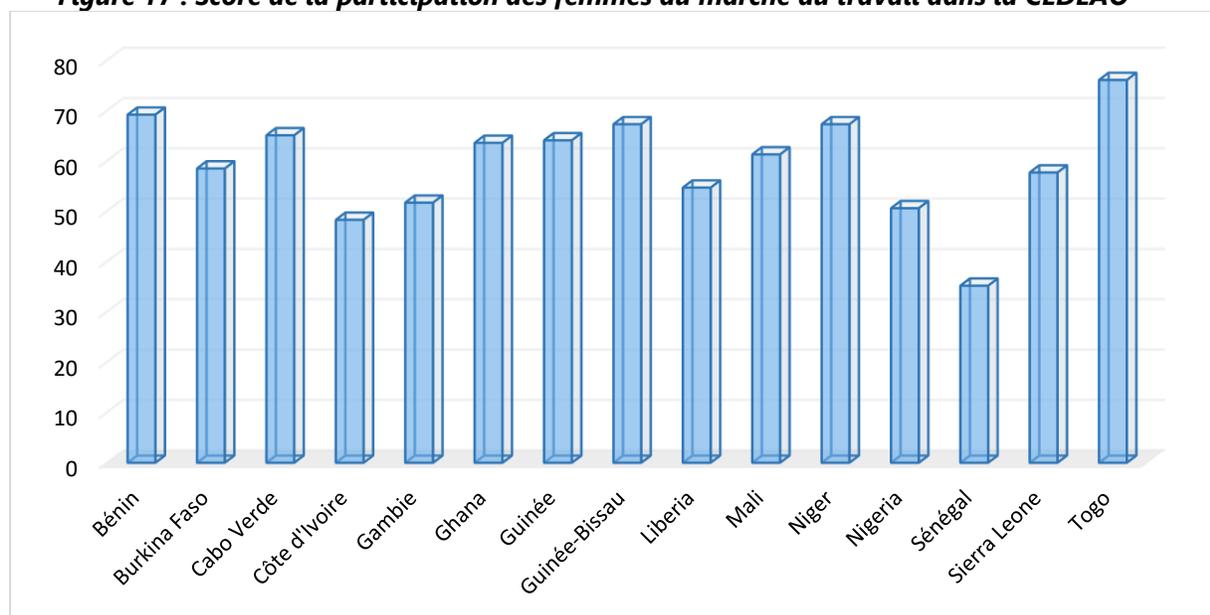
⁶⁶ L'IDS mesure les écarts entre les sexes dans les réalisations en matière de développement humain en tenant compte des disparités entre les femmes et les hommes dans trois critères fondamentaux du développement humain - la santé, les connaissances et les niveaux de vie - en utilisant les mêmes indicateurs que ceux de l'IDH.

⁶⁷ Union interparlementaire (UIP), 2020.

entre les sexes en faveur des filles pour certains cycles d'enseignement. Au niveau de l'enseignement supérieur, le Cabo Verde est le seul pays de la sous-région à avoir réussi à éliminer complètement les inégalités entre garçons et filles en matière d'accès à la formation. Au niveau du secondaire, le Sénégal est le pays qui a le plus progressé dans la réduction des inégalités entre les sexes. Au niveau primaire, le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone sont les trois seuls pays de la sous-région à avoir atteint cet objectif.

78. Le marché du travail est également dominé par les hommes et présente de grands écarts de rémunération entre les hommes et les femmes dans les quelques endroits où des données sont disponibles pour l'Afrique de l'Ouest. Le Sénégal est le pays de la sous-région où la participation des femmes au marché du travail est la plus faible par rapport à celle des hommes.

Figure 17 : Score de la participation des femmes au marché du travail dans la CEDEAO



Source : CEA basée sur les données de l'OIT (2019).

Note : Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible.

79. Les inégalités spatiales sont également élevées en Afrique de l'Ouest. Les niveaux d'inégalité et de pauvreté, ainsi que les mauvais résultats en matière de développement humain sont plus élevés dans les zones rurales que dans les centres urbains dans tous les pays. En outre, les communautés rurales sont également celles qui ont le moins accès à toutes les formes de services publics (c'est-à-dire à l'éducation et aux soins de santé).

2.2.2. Dynamique de la population et développement durable

80. La population de l'Afrique de l'Ouest était estimée à 386,9 millions d'habitants en 2019, soit 5 % de la population mondiale et s'élèvera à 8 % en 2050. Au niveau régional, elle représentait 29,6 % en 2019 et sera de 31,6 % en 2050. Cela signifie que près d'une personne sur douze vivra dans cette zone dans trente ans. Le Nigeria représente la moitié de la population de la sous-région (204,8 millions en 2019)⁶⁸.
81. La population de la sous-région est extrêmement jeune, 44 % ayant moins de 15 ans, une proportion qui passe à près de 60 % lorsque l'âge est repoussé à 25 ans. Le taux de dépendance démographique devrait atteindre 85 % en 2020 (80 enfants et 5 personnes de plus de 65 ans)⁶⁹. Un ratio de 85 personnes à charge pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans signifie que 1,2 personne en âge de travailler doit subvenir aux besoins de chaque personne à charge. La situation a peu changé depuis le début des années 2000, où elle était estimée à 88,7 %, ce qui reflète une transition démographique relativement lente dans la sous-région, liée à des taux de fécondité encore élevés dans la plupart des pays.
82. Le taux synthétique de fécondité est de plus de 5 enfants en moyenne par femme dans cinq pays de la communauté (Burkina Faso, Gambie, Nigeria, Mali et Niger) et de plus de quatre enfants par femme dans sept autres pays (Bénin, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée Bissau, Togo, Liberia et Sierra Leone)⁷⁰. Le Niger est le pays qui a le taux de fécondité le plus élevé au monde (6,9 enfants par femme en moyenne)⁷¹. Seuls deux pays, le Ghana et Cabo Verde, ont fait des progrès en matière de réduction de la fécondité, alors que le processus est au point mort dans pratiquement tous les autres pays.
83. Même si le taux de fécondité devait baisser à l'avenir, la forte fécondité actuelle et passée crée une dynamique pour la croissance démographique future dans la sous-région, car un grand nombre de personnes âgées de moins de 15 ans arrivent en âge de procréer.
84. Une grande partie de la jeunesse peut être un point de départ permettant aux pays de créer et d'exploiter les dividendes démographiques. Cependant, si le développement du capital humain est faible et que les jeunes n'ont pas accès à un emploi décent, les dividendes peuvent rester un mirage. Au contraire, la forte proportion de jeunes sans emploi peut devenir un obstacle au développement. En outre, elle peut affaiblir la cohésion sociale, menacer la paix et la sécurité et créer une instabilité sociale et politique.
85. La dynamique démographique a d'importantes répercussions sur de nombreux domaines du développement durable. La croissance démographique peut compliquer la tâche aux gouvernements des pays les plus pauvres pour éradiquer la pauvreté, lutter contre la faim et la malnutrition (ODD 1 & 2), et les inégalités (ODD 10), renforcer la croissance et la création

⁶⁸FNUAP, (2020). État de la population mondiale 2019.

⁶⁹FNUAP, (2020). Op. cit.

⁷⁰Division de la population des Nations unies, Perspectives de la population mondiale, 2019.

⁷¹FNUAP, (2020). Op. cit.

d'emplois décentés (ODD 8). Elle peut également entraver d'autres éléments du programme de développement durable, notamment la fourniture de services d'éducation et de santé (ODD 3 et 4).

86. La croissance démographique rapide entrave la réduction de la pauvreté en affectant l'équilibre fiscal des gouvernements. En effet, une croissance démographique non durable peut limiter la capacité du gouvernement à investir de manière productive. Un autre problème causé par la croissance démographique rapide est qu'une forte augmentation de la taille de la population en âge de travailler limite les possibilités d'emploi et peut également entraîner une baisse des salaires en augmentant l'offre de main-d'œuvre disponible, ce qui réduit encore les chances des personnes de se sortir de la pauvreté. Des taux de fécondité élevés et une croissance démographique rapide peuvent réduire les ressources dont disposent les ménages, mais ils augmentent également le nombre de personnes à charge que ces ressources réduites doivent supporter.
87. La dynamique démographique est également liée à l'ODD 2, car la croissance démographique entrave la lutte contre la faim et les efforts visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire. La croissance démographique affecte également les ODD 3 et 4, en raison de son lien avec l'amélioration de la santé infantile et maternelle et avec une vie saine pour tous, et sur l'ODD 4, car la réduction de la fécondité augmente l'investissement dans l'éducation par enfant⁷². Lorsque la croissance démographique rapide dépasse de loin le développement économique, les pays ont du mal à investir dans le capital humain nécessaire pour assurer le bien-être de leur population et pour stimuler davantage la croissance économique.
88. Les pays à forte fécondité sont généralement confrontés à des difficultés pour assurer l'éducation des enfants, les soins de santé pour tous et les possibilités d'emploi pour les jeunes travailleurs. La pénurie d'emplois dans les zones rurales peut pousser de nombreux jeunes à migrer vers les villes qui manquent déjà de possibilités d'emploi. Les pays dont le taux de fécondité est égal ou supérieur à quatre devraient voir leur population urbaine augmenter rapidement dans les années à venir⁷³.

2.3. Sécurité, Gouvernance et prochaines élections en Afrique de l'Ouest

89. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont été confrontés à de fréquents incidents de conflits violents qui continuent d'empêcher de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest d'atteindre leurs objectifs sociaux et économiques. Les causes de la fragilité de l'État et de l'instabilité politique dans la sous-région sont profondément enracinées et de nature structurelle, mais la violence et l'instabilité à grande

⁷²Nations unies (2017), op. cit., chapitre III ; pour un examen plus approfondi de l'évolution démographique sur le plan du développement, voir Herrmann, eds. (2015) "Omissions conséquentes : La manière dont la démographie façonne le développement - leçons tirées des OMD pour les ODD" et Banque mondiale / FMI (2016) *Rapport de suivi mondial 2015-16 : Le développement à l'ère du changement démographique*.

⁷³ DAESNU (2015). Perspectives d'urbanisation mondiale : la révision de 2015.

échelle ont également été déclenchées par des élections ou des processus électoraux.

90. Selon l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) 2018, la gouvernance dans son ensemble s'est améliorée en Afrique de l'Ouest. La CEDEOA est la deuxième sous-région africaine la plus performante (score de 54,3 sur 100,0) après l'Afrique australe, et a enregistré la plus forte augmentation de son score moyen pour la gouvernance globale (+0,44 depuis 2013) en 2018 (tableau A1). Toutefois, malgré les améliorations enregistrées dans presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, plusieurs pays se situent en dessous de la moyenne africaine (score 50), notamment le Togo, le Nigeria, la Guinée et la Guinée-Bissau. En outre, alors que le Cabo Verde a enregistré la meilleure performance de la région en matière de gouvernance avec un score de 71,1, se classant ainsi au troisième rang en Afrique. Ce dernier, ainsi que la Sierra Leone, le Mali et le Bénin ont enregistré des détériorations en matière de gouvernance au cours de la dernière décennie. La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal, le Niger et le Togo comptent parmi les pays qui ont le plus amélioré leur gouvernance. Malgré ces signes encourageants d'une amélioration de la gouvernance globale en Afrique de l'Ouest au cours des dernières décennies, les développements récents dans la sous-région incluant la pandémie COVID-19 ainsi que les élections à venir dans de nombreux pays entravent les progrès réalisés dans l'amélioration de la qualité de la gouvernance et de la démocratie dans la sous-région.
91. Outre les malheurs habituels des démocraties et de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, les nouvelles menaces, notamment les attaques terroristes et l'insécurité politique croissante, menacent la démocratie, la paix et la sécurité dans la sous-région. Les groupes terroristes continuent de déstabiliser le Sahel, alimentent la violence intercommunautaire et menacent de plus en plus les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Il est clair que les attentats terroristes peuvent déstabiliser les gouvernements, miner la société civile et les droits de l'homme, mettre en péril la paix et la sécurité et menacer le développement social et économique.
92. Des élections présidentielles dans la sous-région, dont plusieurs peuvent être controversées et risquent de provoquer des violences politiques, sont également prévues cette année. En Afrique de l'Ouest, cinq élections présidentielles (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Burkina Faso et le 1er tour au Niger) devraient avoir lieu au dernier trimestre 2020 et deux au premier trimestre 2021 (Bénin et Gambie). La période électorale est encore souvent associée à des flambées de protestations dans plusieurs pays. Les protestations concernant les résultats ou les procédures électorales ont été parmi les principaux motifs de protestation signalés de 2013 à 2015⁷⁴.
93. Dans de trop nombreux cas, les périodes électorales en Afrique ont été entachées par des violations des droits de l'homme qui ont compromis la tenue d'élections crédibles et pacifiques. Au cours des derniers mois, les activités terroristes ont de plus en plus pris pour cible les civils et les forces de sécurité, y compris les soldats de la paix. Compte tenu des circonstances, l'organisation d'élections nationales sera un défi dans plusieurs pays de la sous-région.
94. La pandémie de Covid-19 constitue un défi supplémentaire pour les processus électoraux en Afrique et suscite des inquiétudes quant à la tenue d'élections libres, équitables, transparentes et

⁷⁴BAD/OCDE/PNUD (2016), Perspectives économiques en Afrique 2016 : Villes durables et transformation structurelle, Éditions OCDE.

pacifiques, tout en garantissant la sécurité des citoyens. Avec la menace omniprésente de la pandémie, les États sont maintenant obligés d'évaluer s'ils sont en mesure d'organiser des élections crédibles qui représentent une composante de la gouvernance démocratique et facteur de paix, de sécurité et de développement.

Chapitre 3 : Propositions de cadres opérationnels et recommandations de politiques pour la sous-région

3.1. La sous-région face aux effets négatifs de la pandémie

95. Avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, la région de l'Afrique de l'Ouest devait connaître une expansion de 3,8 % en 2020. Alors que la crise de COVID-19 continue de se développer, une multitude de variables aux niveaux national, régional et mondial restent inconnues ou sont susceptibles de changer. Par conséquent, il serait difficile à ce stade, de prévoir avec précision les effets de la COVID-19 dans tous les secteurs sur les pays d'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, étant donné la récession mondiale largement anticipée, déjà évidente sous la forme de chocs simultanés de l'offre et de la demande, il est raisonnable de prévoir que la pandémie aura un important impact sur ces économies. Ainsi, l'on prévoit à présent que l'économie se contractera pour atteindre -1,3 % en 2020, soit 6,5 points de pourcentage de moins que le taux de croissance prévu avant la pandémie.
96. Dans la sous-région, la croissance sera négativement affectée par des causes diverses, notamment la baisse des prix des produits de base, la faiblesse des flux financiers, la réduction des recettes du tourisme et la volatilité accrue des marchés financiers. Le ralentissement de la croissance se traduira par une croissance négative du revenu de 5,4 %, par habitant avec les conséquences sociales qui en découlent.
97. La forte baisse des prix des produits de base aggravera les déséquilibres des comptes budgétaires et extérieurs, ce qui alimentera l'augmentation de la dette publique. Les pays qui dépendent du pétrole pour leurs devises et leurs recettes fiscales (par exemple, le Ghana et le Nigeria) auront une marge de manœuvre budgétaire limitée. Les pays importateurs nets de pétrole pourraient bénéficier de la baisse des prix du pétrole, mais le solde budgétaire moyen de la sous-région s'élargira pour atteindre -6,4 % du PIB. La pandémie risque également d'aggraver les déséquilibres extérieurs dans la région. Le déficit global des comptes courants pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 4,4 % du PIB en 2020.
98. Avec un commerce intrarégional très bas, à environ 10 pour cent du commerce total, la sous-région ouest-africaine est fortement exposée aux chocs externes, y compris aux effets négatifs de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. La baisse de la production totale due au confinement et aux restrictions généralisés, la hausse des prix des denrées alimentaires due à la perturbation de la logistique commerciale et à la dépréciation du taux de change dans les principales économies amplifieront les effets inflationnistes du relâchement des politiques monétaires et budgétaires en Afrique de l'Ouest. L'inflation moyenne devrait augmenter d'environ 1,8 point de pourcentage pour s'établir à 10,1% en 2020 (voir également la section 2.1.2 du présent rapport).

99. Bien qu'il soit prévu que les économies de l'Afrique de l'Ouest reprennent leur croissance globale en 2021 à 3,1 %, en supposant que les mesures politiques en cours ralentiront la propagation de la maladie avant la fin de 2020 et parviendront à rétablir la demande mondiale et la reprise des activités économiques mondiales, les perspectives à moyen terme pourraient toutefois être compromises par de graves insuffisances en matière d'infrastructures, un environnement de politique macroéconomiques défavorable, de mauvaises conditions climatiques, des troubles civils et des menaces pour la sécurité, en particulier dans la région du Sahel.

100. La pandémie de COVID-19 ajoute donc à la fragilité structurelle de la sous-région. Les conséquences de cette pandémie, si la capacité de résilience de la sous-région venait à faire défaut, pourraient entraîner une augmentation des taux de morbidité et de mortalité. De plus, les pertes dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi pourraient freiner les progrès réalisés dans l'exploitation du dividende démographique à moyen et long termes, si l'épargne devait être acheminée vers l'atténuation du coronavirus au lieu d'être investies dans une croissance durable.

3.2. Recommandations de politiques

101. Il est clair que des mesures politiques à court, moyen et long termes sont nécessaires pour atténuer ces défis et garantir que les progrès réalisés par de nombreux pays de la sous-région pour améliorer leur développement économique durable ne soient pas perdus. Cinq séries de mesures d'urgence proposées sont examinées ci-dessous : (i) Mesures de relance économique d'urgence ; (ii) Mobilisation des ressources internes; (iii) Diversification économique; (iv) Valorisation du capital humain; et (v) Amélioration de la paix, de la sécurité et de la gouvernance.

3.2.1. Les mesures de stimulation économique d'urgence

102. À court terme, compte tenu de la situation budgétaire en Afrique de l'Ouest, un soutien substantiel sera nécessaire pour la réponse de la sous-région en matière de santé et de filet de sécurité sociale et pour la relance économique d'urgence. Le décaissement rapide de l'aide budgétaire peut être accéléré grâce à des facilités de décaissement rapide, notamment le guichet de réponse à la crise, le guichet de lutte contre la pandémie mondiale et la reprogrammation des programmes réguliers du groupe de la Banque mondiale et des mesures similaires de l'Union européenne ainsi que d'autres membres du groupe des 20. En retour, les pays devraient s'efforcer de mettre en place et de renforcer des systèmes de lutte contre la corruption et d'améliorer la prévisibilité, la transparence et la responsabilité des flux afin que les gouvernements puissent planifier efficacement et que les acteurs de la société civile puissent aider à suivre les flux de fonds pour s'assurer qu'ils atteignent les personnes qui en ont le plus besoin.

3.2.2 Mobilisation des ressources internes

103. À long terme, il convient de redoubler d'efforts pour mobiliser les recettes fiscales, rationaliser les dépenses, consolider les finances publiques, réduire les déficits budgétaires et mieux maîtriser la dette. Pour élargir l'assiette fiscale, les pays de l'Afrique de l'Ouest doivent inclure des payeurs de plus en plus divers dans le filet fiscal (par exemple, les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre et les impôts fonciers). En outre, les gouvernements devraient formuler des politiques visant à intégrer l'économie informelle et l'agriculture dans le système fiscal, en veillant à ne pas porter préjudice aux travailleurs à faible revenu.
104. En outre, les pays d'Afrique de l'Ouest doivent revoir leur réglementation en matière de TVA (par exemple, le recours excessif aux exonérations et aux taux zéro ou réduits, etc.). En outre, les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest devraient tirer parti des technologies de l'information et de la communication pour améliorer la collecte de recettes. L'amélioration de la gouvernance, par la lutte contre la corruption et le renforcement de la responsabilité afin de réduire les inefficacités dans le recouvrement des impôts, pourrait également contribuer à améliorer la collecte des recettes.
105. Le recouvrement des recettes non fiscales devrait également être amélioré. Il s'agit notamment des redevances, des droits d'exploitation minière, des dividendes sur les investissements publics dans les entreprises publiques et dans les portefeuilles d'actions, des fonds souverains et des actions gouvernementales dans les coentreprises avec des opérateurs privés. Les droits perçus pour les licences commerciales des établissements commerciaux, les permis de construire et pour l'enregistrement ou la délivrance des certificats de naissance, de mariage et de décès sont des sources supplémentaires.
106. Les pays de l'Afrique de l'Ouest devraient également orienter leurs efforts vers des mécanismes de financement innovants et efficaces. Ceux-ci incluraient des partenariats public-privé pour accroître la mobilisation des ressources et l'investissement dans les domaines prioritaires, tout en maintenant la politique fiscale dans les limites des exigences de viabilité de la dette.

3.2.3. Diversification économique

107. Des mesures devraient être mises en œuvre pour renforcer la résilience de l'économie sous-régionale aux chocs des prix des produits de base par la mise en œuvre de politiques de diversification économique. La diversification des secteurs à forte intensité de ressources vers des secteurs de moyennes et hautes technologies contribueront à renforcer le secteur manufacturier en termes de valeur ajoutée. Cela permettrait également de créer des emplois et donc d'améliorer l'inclusion grâce au renforcement de la classe moyenne employée dans le secteur manufacturier. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre une opportunité pour une telle diversification (voir encadré 1 en annexe).

3.2.4. Exploitation du capital humain

108. Les investissements dans le capital humain devraient également être améliorés afin de réduire l'exclusion et d'accroître la productivité. En fournissant des soins de santé, une éducation de qualité et des emplois décents, les pays de l'Afrique de l'Ouest pourront exploiter la fenêtre d'opportunité créée par le dividende démographique pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063. En outre, il est nécessaire d'intensifier les efforts en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et de l'éducation afin de mieux contrôler la dynamique démographique et de créer les conditions permettant de tirer parti du dividende démographique.
109. En outre, il convient d'intensifier les efforts pour promouvoir les actions nationales multisectorielles à partir d'une approche unique de la santé afin de réduire l'impact de la maladie; mettre en œuvre des mesures pour assurer la disponibilité des fournitures médicales essentielles, notamment les équipements de laboratoire, et renforcer la protection individuelle dans la sous-région.

3.2.5. Amélioration de la paix, de la sécurité et de la gouvernance

110. Malgré les meilleures intentions incarnées dans le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance et le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, la violence est encore courante lors des élections dans la région. L'alerte précoce et la réponse aux conflits sont donc considérées comme des priorités critiques d'atténuation des conflits par les gouvernements ouest-africains. Il est essentiel de renforcer l'alerte rapide et la réponse aux menaces de violences liées aux élections en période électorale dans la région pour accroître la stabilité et réduire les risques potentiels de conflits.
111. Les organisations régionales et internationales devraient travailler avec les gouvernements locaux pour garantir des élections libres, équitables, inclusives, transparentes et crédibles. Cela passe par des campagnes et des activités ciblées de sensibilisation et de motivation pour l'inscription des électeurs ainsi que l'éducation civique pour renforcer la participation des jeunes et des femmes aux élections. Les organisations de la société civile et les médias africains devraient également être encouragés à participer aux élections. Les organisations internationales et régionales peuvent également jouer un rôle important pour garantir des élections justes, transparentes et sûres dans la sous-région par des activités de contrôle, de suivi et de surveillance.
112. En outre, la réduction du risque de troubles civils et sécuritaires améliorera l'environnement des entreprises et rendra la sous-région plus attractive pour les investissements à long terme ainsi que le tourisme.

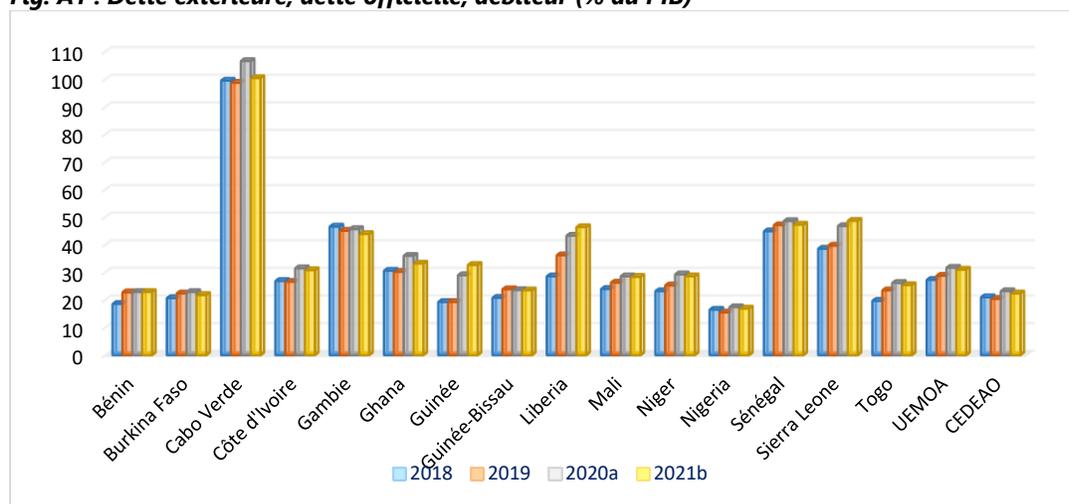
Références

- AFRISTAT – WAEMU (2019). Seminar on the “Economic situation in the second half of 2019 and the 2010-2022 forecasts in the WAEMU member states, Guinea and Mauritania”. Presentations.
- ATAF (African Tax Administration Forum). 2018. African Tax Outlook, Second Edition 2018. Pretoria, South Africa: African Tax Administration Forum.
- Banque africaine de développement-BAD (2018). Perspectives économiques en Afrique 2018. Consultee en May 2018. [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African Economic Outlook 2018 - FR.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_FR.pdf)
- BAD/OCDE/PNUD (2016). Perspectives économiques en Afrique 2016 : Villes durables et transformation structurelle, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.
- BAD/UA/CEA (2019). Indice d'intégration régionale en Afrique (ARII). Rapport technique 2019.
- Banque Mondiale (2019). Indice de développement mondial.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) (2018). *African Continental Free Trade Area: Towards the finalization of modalities on goods – Toolkit*, ATPC. Addis Ababa: UN Economic Commission for Africa.
- CEA (2019a). *Workshop on The Recent Economic Development and Short-Term Economic Forecasts 2020 of Cabo Verde and Ecowas English-Speaking Countries*. CEA/BSR-AO, 2019.
- (2019b). *Economic Report on Africa 2019: Fiscal Policy for Financing Sustainable Development in Africa*. Addis Ababa: UNECA. Available at: <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2019>, accessed on 24 April 2020
- (2019c). *Socioeconomic profile of West Africa, 2019*
- (2020a). “The socio-economic Impacts of Covid-19 on West African Countries and the Policy Responses”. Addis Ababa: UNECA.
- (2020b) “COVID-19: Lockdown exit strategies for Africa.” Addis Ababa: UNECA.
- (2020e) “COVID-19 Remittances: Protecting an Economic Lifeline”. Addis Ababa: UNECA.
- (2020f). Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie. Mai 2020. Peut être consultées ici : <https://www.uneca.org/eca-covid-19-response>
- (2020e) “West Africa and Coronavirus disease 2019 (COVID-19): Potential socioeconomic impacts and responses”. May 2020. Addis Ababa: UNECA.
- (2020f) “Measuring and analyzing the generational economy from national transfer accounts.” Addis Abeba: UNECA. A venir.
- CEDEAO (2018a). Rapport sur la convergence macroéconomique du premier semestre 2018, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 2018.
- (2018b). Rapport Annuel 2018, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 2018 (2018).
- Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network (2019): Africa SDG Index and Dashboards Report 2019. Kigali and New York: SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network.
- Commission du commerce et du développement des Nations Unies (CNUCED) (2017). *Economic Development in Africa. Tourism for Transformative and Inclusive Growth*. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.
- (2020a) *World Investment Report 2020: International Production Beyond the Pandemic* (UNCTAD/WIR/2020). Geneva: UNCTAD.
- (2020b). *Pandémie de Covid-19 : les investissements étrangers directs ont chuté de moitié au premier semestre 2020*. March 2020.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU), 2019. Situation et perspectives économiques et sociales mondiales 2019.
- DAESNU (2020a). Situation et perspectives économiques et sociales mondiales 2020, NU, Janvier 2020
- DAESNU (2020b). Mise à jour de la situation et perspectives économiques et sociales mondiales 2020. Mai 2020.

- Federal Republic of Nigeria, Ministry of Budget and National Planning (2017). *Nigeria's Economic Recovery and Growth Plan, 2017-2020*. Accessed 6 November 2020 at: <https://nipc.gov.ng/ViewerJS/?#..wp-content/uploads/2019/01/Economic-Recovery-Growth-Plan-2017-2020.pdf>
- FMI (2019a). Perspectives économiques régionales. L'Afrique subsaharienne face à l'incertitude. Octobre 2019.
- (2019b) "IMF Executive Board Concludes 2019 Article IV Consultation with Nigeria. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2019/04/03/pr1999-nigeria-imf-executive-board-concludes-2019-article-iv-consultation-with-nigeria>. Consulté le 22 Mai 2020
- (2020a). La Mise à jour de juin 2020 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Une réouverture prudente.
- (2020b). Perspectives de l'économie mondiale Avril 2020.
- (2020c). Perspectives économiques régionales : Une menace sans précédent pour le développement en Afrique. Afrique subsaharienne, Avril 2020
- Fonds des Nations Unies pour la population-UNFPA (2020). *Etat de la population mondiale*. Kampala: UNFPA.
- Humanitarian Futures Programme Report. ECOWAS Beyond 2020: Crisis Drivers in West Africa's Future, London: King's College London, 2011.
- Ministry of Budget and National Planning (2017): Nigeria Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020.
- PNUD (2019), Rapport sur le développement humain 2019, Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Nations Unies 2015. Perspectives de l'urbanisation mondiale : la Révision 2014. Division de la population du Département des affaires économiques et sociales. New York: United Nations.
- L'Organisation mondiale du tourisme-OMT (2019). Washington:
- Oxfam International (2019). The State of Economic Inequalities in West Africa and Government Commitments to Tackle Them. Oxfam International. July 2019. DOI: 10.21201/2019.4511
- Organisation Internationale du Travail (2020). "Le COVID-19 entraîne des pertes dévastatrices en termes d'heures travaillées et d'emplois", 7 Avril 2020. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_740997/lang--fr/index.htm
- (2019). "Emploi par sexe et âge - Estimations modélisées du BIT" Base de données ILOSTAT. Consulté le 19 Aout 2020. <https://ilostat.ilo.org/data>
- PNUD (2019). *Le Rapport sur le développement humain (RDH) 2019, intitulé « Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle »*. New York: Programme des Nations Unites pour le développement.
- Sachs, J., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Lafortune, G., Fuller, G. (2019). *SDG Index and Dashboards Report 2018*. New York: Bertelsmann Stiftung and Sustainable Development Solutions Network (SDSN).
- UIP, 2019 : Union Interparlementaire, <http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>. Consulte le 24 Avril 2020
- UNESCO (2020). Education : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise. <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>, consulté le 12 Mai 2020.
- UNICEF (2019). "Millions of Out-Of-School Children At Increased Risk Of Violence – Save The Children". Accessed 8 August 2020 at: <https://www.unicef.org/wca/press-releases/23-million-children-need-protection-central-sahel-region-2020-more-80-cent-increase>

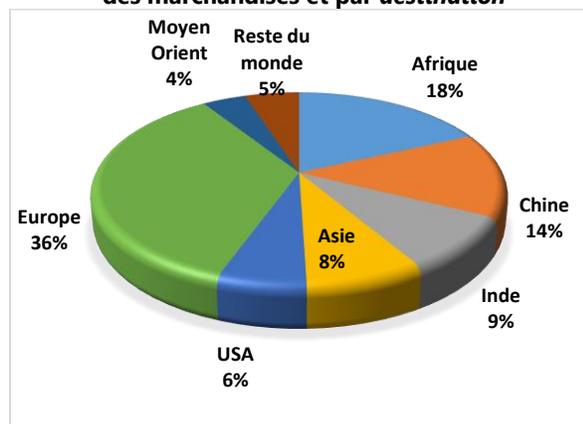
Annexes

Fig. A1 : Dette extérieure, dette officielle, débiteur (% du PIB)



Source: CEA basé sur le FMI (2020)

Fig. A2: Part de l'Afrique dans l'exportation des marchandises et par destination



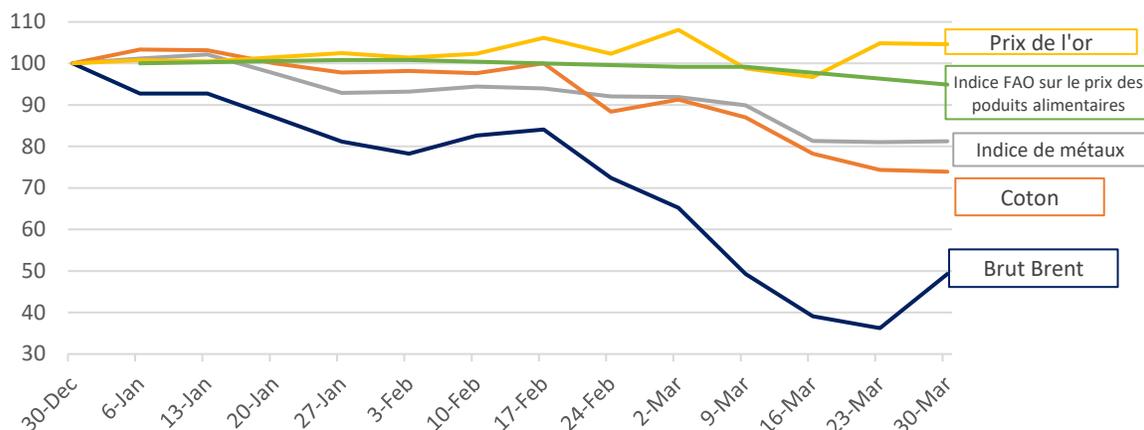
Source: CEA, basée sur le FMI, les Statistiques 2020.

Tableau A1: Flux commerciaux de la CEDEAO (en milliers de dollars US et en %)

	2017	2018	2019
Exportations de la CEDEAO vers la CEDEAO	10,028,718 (11.6%)	9,268,839 (8.8%)	10,034,835 (10.4%)
Exportations de la CEDEAO vers l'Afrique	15,423,585 (18%)	17,047,822 (16%)	15,969,999 (16%)
Exportations totales de la CEDEAO	86,088,768	105,146,326	96,820,763
Importations de la CEDEAO de la CEDEAO	7,076,653 (8.8%)	8,590,672 (7.8%)	10,310,387 (8.5%)
Importations de la CEDEAO de l'Afrique	10,546,352 (13.1%)	12,762,660 (11.6%)	14,869,644 (12.2%)
Total des importations de la CEDEAO	80,656,186	110,143,064	121,515,911

Source: Calculs basés sur les données de TradeMap, ITC, sur le commerce, 2018

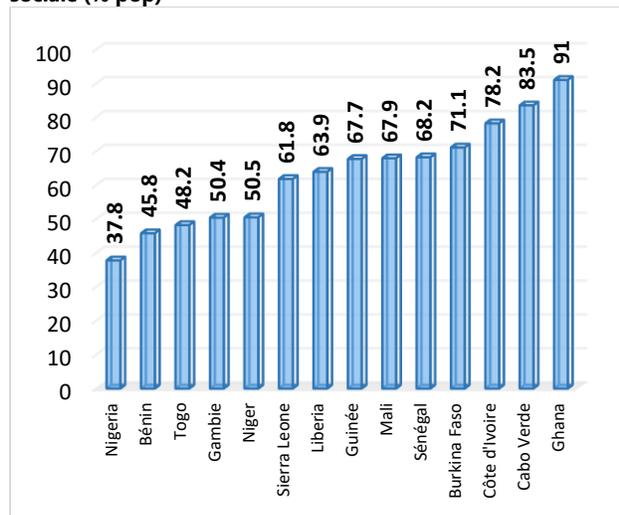
Fig. A3: Prix des matières premières et indices des principales exportations africaines, de fin décembre 2019 à la semaine du 30 mars 2020



Source : FAO et Trading Economics, avril 2020

Note : Tous les prix sont des moyennes hebdomadaires, indice des métaux = indice LME

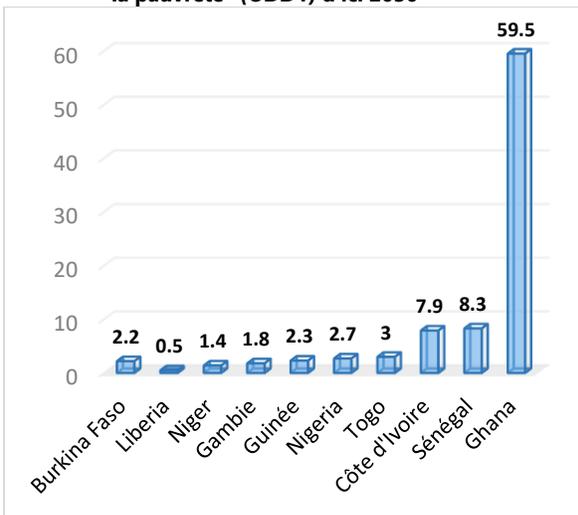
Fig. A4 Progrès vers la réalisation de l'objectif "Éliminer sociale (% pop)



Source: CEA, basée sur les données HDR (2019)

Note: Les données les plus récentes ont été utilisées.

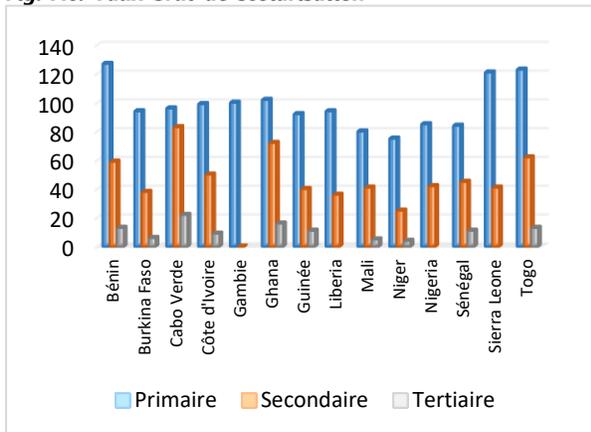
Fig. A5: Couverture des programmes d'assurance la pauvreté" (ODD1) d'ici 2030



Source : Alliance mondiale pour les personnels de santé de l'OMS, 2019

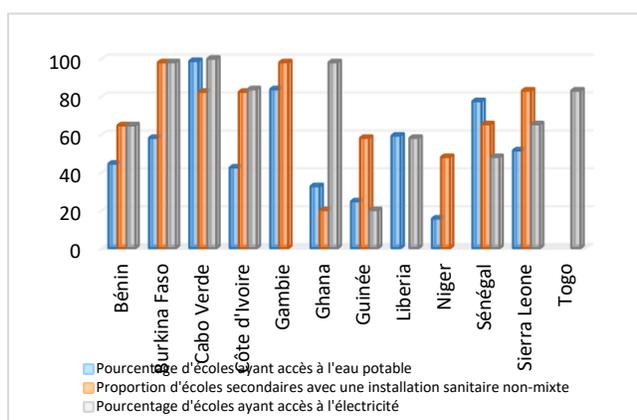
Note: Les données les plus récentes ont été utilisées.

Fig. A6: Taux brut de scolarisation



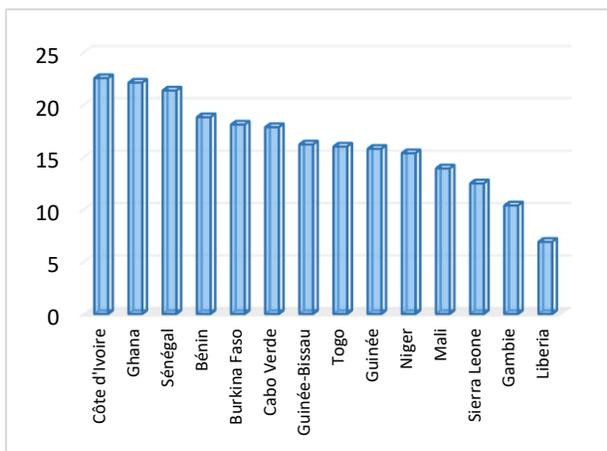
Source : Institut de Statistique de l'UNESCO 2019
 Note: Les données les plus récentes ont été utilisées.

Fig. A7: Infrastructures éducatives



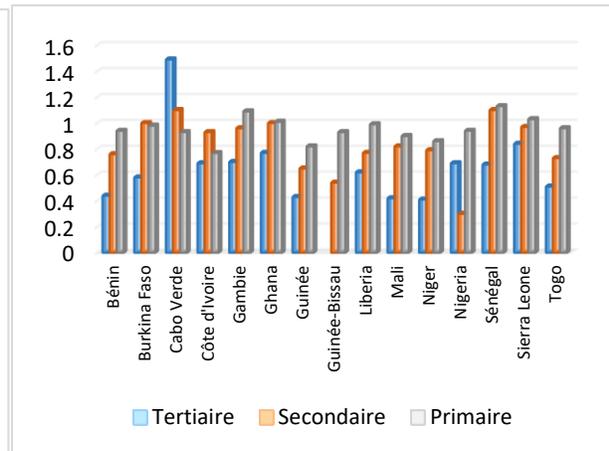
Source : Alliance mondiale pour les personnels de santé. L'OMS, 2019
 Note: Les données les plus récentes ont été utilisées.

Fig. A8: Dépenses publiques pour l'enseignement (% des dépenses publiques)



Source : CEA basée sur les données du WDI, 2020.
 Note : Les données les plus récentes ont été utilisées.

Fig. A9: Indices de parité entre les sexes du taux brut de scolarisation total élémentaire, secondaire et tertiaire dans la région de la CEDEAO.



Source : CEA, basée sur les données de la Banque mondiale (WDI), 2019
 Note : Les données les plus récentes ont été utilisées.

Tableau A2: Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance 2018

Pays	Score global/100	Rang en Afrique/54	Progrès
Cabo Verde	71,1	3	-0,8
Ghana	68,1	6	+0,9
Sénégal	63,3	10	+5,9
Bénin	58,7	13	-0,1
Burkina Faso	57,1	16	+4,8
La Gambie	54,9	21	+3,0
Côte d'Ivoire	54,5	22	+12,7
Liberia	51,6	23	+4,8
Niger	51,2	24	+5,6
Sierra Leone	50,9	26	+0,5
Mali	50,1	28	-4,0
Togo	49,1	30	+5,2
Nigeria	47,9	33	+2,8
Guinée	45,9	37	+6,1
Guinée-Bissau	40,2	42	+0,9
CEDEAO	54,3	n.a	+0,48

Source: Mo Ibrahim 2018

Tableau A3: Indice global de compétitivité des économies de la CEDEAO en 2019

Pays	Score global/100	Rang /140	Progrès (2018-2019)
Ghana	51	111	-5
Cabo Verde	50	112	-1
Sénégal	49	114	-1
Nigeria	48	116	-1
Côte d'Ivoire	48	118	-4
Guinée	46	122	+4
La Gambie	45	124	-5
Bénin	45	125	-2
Mali	43	129	-4
Burkina Faso	43	130	-6

Source : Le rapport sur la compétitivité mondiale 2019

Note : le Liberia et la Sierra Leone, le Niger, la Guinée Bissau et le Togo ne sont pas couverts en 2019

Tableau A4: Indice d'inégalité de genre (IIG) 2018

Pays	Valeur	Rang/189
Cabo Verde	0,372	126
Ghana	0,541	142
Bénin	0,613	163
Côte d'Ivoire	0,657	165
Sénégal	0,523	166
Togo	0,566	167
Gambie	0,62	174
Liberia	0,651	176
Sierra Leone	0,644	181
Burkina Faso	0,612	182
Mali	0,676	184

Source: PNUD (2019)⁷⁵

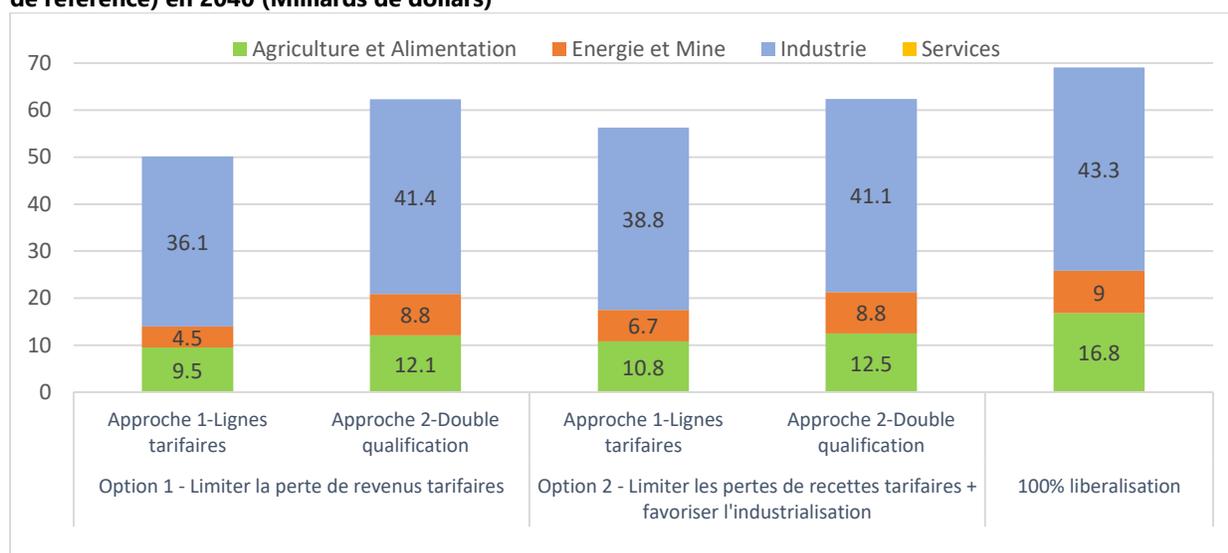
Note : Pas de données pour la Guinée, la Guinée-Bissau et le Nigéria

⁷⁵<http://hdr.undp.org/en/composite/GII>

Encadré 1: Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

La ZLECAf fait naître l'espoir d'accroître le commerce des biens et des services au sein du continent, de soutenir l'industrialisation et le programme de transformation structurelle du continent. Le commerce intra-africain devrait augmenter entre 16,5% et 22,8%. Plus la libéralisation sera ambitieuse, plus la création de commerce au sein l'Afrique sera importante. Les avantages du commerce intra-africain dans le secteur industriel vont de +22,9% à +27,5%. Les augmentations les plus importantes concernent le textile, le bois et le papier, les véhicules et les équipements de transport, les autres produits manufacturés et l'habillement (tous augmentent de plus de 40%, quel que soit le scénario envisagé).

Fig. A12: Évolution des exportations africaines vers l'Afrique par principaux secteurs (par rapport à la situation de référence) en 2040 (Milliards de dollars)



Source : CEA, 2018

La mise en œuvre de la ZLECAf peut créer des économies d'échelle, stimuler la compétitivité, créer des chaînes de valeur régionales, améliorer les exportations de produits manufacturés et générer des opportunités d'emploi pour la population croissante de jeunes africains et établir des opportunités pour soutenir les entreprises et les entrepreneurs africains. Toutefois, pour récolter les bénéfices potentiels de la ZLECAf, le continent doit créer l'espace fiscal nécessaire pour encourager les investissements publics, tout en assurant la viabilité fiscale et la stabilité macroéconomique afin d'attirer davantage d'investissements privés.

Les avantages de la ZLECAf seront d'autant plus renforcés que l'on tirerait parti de la croissance de la main-d'œuvre à mesure que l'Afrique deviendra le continent le plus jeune et le plus peuplé au cours des prochaines décennies. Cette croissance démographique et le processus d'urbanisation qui l'accompagne sont propices aux économies d'agglomération. Grâce à la ZLECAf, la classe croissante de consommateurs peut être mise à profit pour stimuler le développement industriel, car elle s'efforce de répondre à la demande grandissante au niveau national et régional, ce qui conduit à une plus grande intégration par le biais des chaînes de valeur.

Source: Adaptée de la "Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019 (DAESNU, 2019)